|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)****30ème réunion, Genève (Suisse), 19-23 juin 2023** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Document** **TDAG-2****3/2(Add.1)-F** |
|  | **22 mai 2023** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications |
| Point sur le rapport relatif à la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires pour la période 2018-2022 |
|  |
| **Résumé:**Le présent document fait le point sur le [Document 2 de la CMDT-22](https://www.itu.int/md/D18-WTDC21-C-0002/en) relatif à la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et porte sur la période allant de mai à décembre 2022. Outre les activités entreprises au titre du plan opérationnel du Bureau de développement des télécommunications (BDT) et des projets extrabudgétaires, l'accent est mis sur les résultats obtenus lors de la mise en œuvre des objectifs, des réalisations et des produits du Secteur, ainsi que sur les indicateurs fondamentaux de performance.**Suite à donner:**Le GCDT est invité à prendre note du présent document.**Références:**Document 2 du GCDT-23Plan d'action de Kigali de la CMDT-22Document 2 de la CMDT-17 |

# 1 Introduction

La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le Plan d'action de Buenos Aires. Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions et recommandations, nouvelles ou révisées, ainsi que les Questions confiées aux commissions d'études, a défini le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. En outre, il a harmonisé les travaux du Secteur du développement des télécommunications avec les objectifs stratégiques de l'UIT, afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des TIC. En raison du report de la CMDT-21, la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires s'est poursuivie jusqu'en décembre 2022.

Le présent document fait le point sur le [Document 2 de la CMDT-22](https://www.itu.int/md/D18-WTDC21-C-0002/en) relatif à la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et porte sur la période allant de mai à décembre 2022. Outre les activités entreprises au titre du plan opérationnel du BDT dans le cadre des 11 priorités thématiques et des projets extrabudgétaires, ce document met en avant la contribution du BDT à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI et des Objectifs de développement durable (ODD).

# 2 Renforcement des capacités: édifier une société maîtrisant le numérique

Académie de l'UIT

Le [portail de l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) demeure la principale passerelle donnant accès aux activités de renforcement des capacités et de formation de l'UIT. Il offre aux professionnels et aux décideurs du secteur des TIC un accès aux possibilités de renforcement des capacités en utilisant diverses méthodes adaptées à différents modes d'apprentissage, tels que des cours en ligne, adaptés au rythme de chacun ou dispensés par un instructeur. Le catalogue de formations qu'il propose traite d'un large éventail de sujets intéressant les membres de l'UIT, comme la cybersécurité, l'inclusion numérique, l'intelligence artificielle, la gestion du spectre, les politiques et la réglementation, et l'infrastructure des réseaux.

En 2022, l'Académie de l'UIT a accueilli plus de 9 800 nouveaux utilisateurs, ce qui porte le nombre total d'apprenants sur la plate-forme à plus de 35 200 utilisateurs issus de tous les États Membres. Pendant cette période, 196 cours ont été dispensés via l'Académie de l'UIT à environ 13 000 participants inscrits, dont 4 000 d'entre eux se sont vu remettre un certificat de formation.

Programme des Centres d'excellence et des centres de formation de l'Académie de l'UIT

Au cours du cycle 2019-2022 du programme des Centres d'excellence de l'UIT, le réseau de centres a dispensé avec succès 324 cours de formation dans 15 domaines, tels que le large bande hertzien et fixe, la cybersécurité, l'économie numérique, l'Internet des objets (IoT), la gestion du spectre, l'innovation et l'entrepreneuriat ainsi que les applications et services TIC. Pendant cette période de quatre ans, 13 367 personnes ont suivi une formation, parmi lesquelles 9 469 ont reçu un certificat attestant que le cours avait bien été suivi. L'[examen final du cycle 2019-2022 des Centres d'excellence](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/centres-excellence/coe-cycles/coe-cycle-2019-2022) donne davantage de précisions sur la mise en œuvre du programme.

Groupe spécial intersectoriel sur le renforcement des capacités

À sa session de 2022, conformément aux recommandations formulées par le secrétariat de l'UIT dans le rapport final intitulé "Étude de faisabilité sur la création d'un institut de formation de l'UIT", le Conseil de l'UIT a approuvé des propositions visant à instaurer un cadre harmonisé de renforcement des capacités à l'UIT et à améliorer encore l'Académie de l'UIT. Pour diriger les travaux, le BDT a créé, au début de 2022, le Groupe spécial intersectoriel sur le renforcement des capacités, composé de représentants des trois Bureaux et du Secrétariat général, l'objectif étant de superviser l'harmonisation du renforcement des capacités entre les Secteurs et d'intensifier les activités de renforcement des capacités et de formation de l'UIT menées sous l'égide de l'Académie de l'UIT.

Entre mars 2022 et décembre 2022, le Groupe spécial s'est réuni à six reprises pour travailler à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre visant à harmoniser le renforcement des capacités à l'UIT, à définir les cours qui seront proposés sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT et à élaborer des lignes directrices sur l'harmonisation des processus, l'assurance qualité ainsi que la planification et l'organisation de cours et d'ateliers de formation.

Initiative sur les centres de transformation numérique

La deuxième phase de l'[initiative sur les centres de transformation numérique (DTC)](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/digital-transformation-centres-initiative) a commencé en 2022, et 13 centres DTC ont rejoint l'initiative: 8 ont été sélectionnés lors de la première phase (Côte d'Ivoire, République dominicaine, Ghana, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Rwanda et Zambie) et 5 autres ont été identifiés lors de la seconde phase (République démocratique du Congo, Éthiopie, Maroc, Pakistan et Ouganda).

Pour accueillir les nouveaux centres DTC et renforcer le réseau de ces centres, un atelier de lancement de la seconde phase a été organisé à Genève (Suisse) en février 2022, en présence de participants représentant les centres DTC sélectionnés dans les régions Afrique, Amériques, États arabes et Asie-Pacifique, ainsi que des partenaires actuels ou potentiels issus des secteurs public et privé et d'organisations internationales. L'atelier a permis de parvenir à une compréhension commune des mesures à prendre pour atteindre efficacement et collectivement les objectifs de l'initiative DTCI et de réfléchir aux activités que les centres DTC sont censés entreprendre pour atteindre ces objectifs.

À la fin de 2022, plus de 190 000 participants aux cours issus de communautés rurales ou mal desservies, dont 57% étaient des femmes, avaient bénéficié d'une formation aux compétences numériques élémentaires et intermédiaires. En 2022, 84 027 participants ont suivi une formation aux compétences numériques dans l'ensemble des centres DTC.

Dans le cadre du projet relatif aux centres DTC financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad), l'UIT a fourni un appui à plusieurs centres DTC. Au cours de la période considérée, le centre DTC du Ghana (représenté par le Fonds d'investissement du Ghana pour les communications électroniques (GIFEC)) a formé 6 268 personnes, dont 4 337 femmes, soit 69,2% des personnes formées. Au total, le Fonds GIFEC a permis de former 10 446 personnes (dont 7 593 femmes, soit 73% des apprenants) depuis le lancement du projet en 2021. Un appui a également été fourni au centre DTC de la Zambie (représenté par le SMART Zambia Institute (SZI)). Cette initiative a permis au SZI de former plus de 120 bénéficiaires, dont 63 femmes, soit 52% des personnes formées, dans le cadre de quatre programmes de formation des formateurs adaptés aux fonctionnaires responsables des TIC, aux enseignants spécialisés dans les TIC, aux responsables du centre DTC et aux apprenants.

L'UIT continue de nouer des liens avec des partenaires pour renforcer l'initiative sur les centres DTC Outre le contenu de formation fourni par Cisco, en tant que membre fondateur, dans le cadre de la Cisco Networking Academy et des plates-formes Skills for All, l'UIT collabore étroitement avec la Digital Skills Foundation et Hewlett Packet pour fournir aux centres de transformation numérique des supports d'apprentissage supplémentaires. Parmi les autres partenariats envisagés, on citera à titre d'exemple la collaboration potentielle avec SMART Africa, le FENU, le PAM, Airtel, la STMicroelectronics Foundation et Microsoft.

Campagne UIT-OIT sur les compétences numériques et les activités menées au titre des programmes

L'UIT a continué de mener la campagne sur les compétences numériques, qui avait été amorcée en 2016 comme l'une des huit priorités thématiques s'inscrivant dans le cadre de l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes lancée par l'OIT. Cette campagne vise à doter les jeunes femmes et les jeunes hommes des compétences nécessaires pour les emplois numériques actuels et futurs. En décembre 2022, la campagne avait bénéficié d'engagements en vue de former plus de 16 millions de jeunes, afin qu'ils puissent acquérir des compétences numériques adaptées et utilisables en milieu professionnel d'ici à 2030. Les 16 partenaires qui ont pris des engagements dans ce sens sont issus de divers secteurs: pouvoirs publics, banques de développement, ONG, institutions du système des Nations Unies et secteur privé.

Groupe sur les initiatives pour le renforcement des capacités

Le Groupe sur les initiatives pour le renforcement des capacités (GCBI) a tenu sa dixième réunion le 6 décembre 2022. Cette réunion, qui s'est tenue de manière virtuelle, était la dernière du cycle actuel de quatre ans. Les membres ont souligné l'importance du renforcement des capacités et des compétences numériques, qui ne cesse de s'intensifier parmi les États Membres de l'UIT, comme en témoignent les discussions qui ont eu lieu pendant la CMDT-22 et la PP-22. Il devient donc de plus en plus nécessaire que l'UIT redouble d'efforts pour aider les États Membres à répondre aux besoins de leurs pays en matière de renforcement des capacités et de compétences numériques. Le Groupe est convenu que les travaux visant à harmoniser le renforcement des capacités dans l'ensemble de l'UIT constituent un pas en avant encourageant en vue de mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude de faisabilité et les recommandations des organes décisionnels, en particulier le Conseil de l'UIT. Cette mesure contribuera à la valeur ajoutée qu'apporte l'UIT à ses membres. On trouvera de plus amples informations sur les travaux du Groupe GCBI dans le Document 10 du GCDT.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Dans le cadre du projet UIT-CIR, des activités ont été entreprises, par exemple la Hub of Africa Addis Fashion Week (La semaine de la mode d'Addis Abeba en Éthiopie), des ateliers sur l'élaboration et la présentation de produits à l'intention des femmes entrepreneurs, la série de webinaires sur le marché du numérique, le mentorat et la formation sur les outils numériques nécessaires pour améliorer l'état de préparation et la compétitivité sur le marché international.– Dans le cadre du partenariat et du programme mis en place en Afrique par l'UIT et l'Organisation internationale du travail (OIT) pour encourager la création d'emplois décents et renforcer les compétences des jeunes dans l'économie numérique, diverses manifestations et activités et défis mobilisant des jeunes, des organismes publics, le secteur privé et la société civile, ont été organisées, en présentiel ou en ligne. À titre d'exemple, on citera le webinaire intitulé "Créer des emplois décents pour les jeunes grâce à la transformation numérique", organisé durant la semaine consacrée aux partenariats Afrique-Europe 2022, une session dirigée par des jeunes, intitulée "Des emplois décents dans l'économie numérique africaine", qui a eu lieu dans le cadre du Sommet mondial de la jeunesse à Kigali (Rwanda), ou encore les progrès accomplis dans la réalisation de projets nationaux en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria, au Rwanda, au Sénégal et en Afrique du Sud.Région des États arabes– [À confirmer – Ahmed]– Plus de 12 formations ont été dispensées dans cinq Centres d'excellence pour les États arabes, dans les domaines de l'infrastructure large bande et de la cybersécurité. Une formation régionale professionnelle de l'UIT sur le système de gestion du spectre pour les pays en développement a été dispensée (Tunisie, du 18 au 21 décembre 2022). Plus de 200 participants de plus de 100 pays ont suivi une formation (une formation au niveau mondial, une formation au niveau régional et quatre formations au niveau national sur la réglementation du numérique ont été dispensées). Ce programme de formation en matière de réglementation s'appuie essentiellement sur le manuel UIT/Banque mondiale sur la réglementation du numérique et vise à poursuivre l'élaboration, la mise à jour et l'ajout de nouveaux modules en collaboration avec la Commission des communications, de l'espace et des technologies (CST) de l'Arabie saoudite dans le cadre de la coopération entre l'UIT et la CST sur l'assistance fournie aux États Membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC. Plus de 100 participants de la région des États arabes et du Soudan ont suivi une formation sur le protocole Ipv6 et l'Internet des objets (tant au niveau élémentaire qu'au niveau avancé) et un atelier régional, quatre cours et un défi sur le protocole Ipv6 et l'Internet des objets ont été organisés. En outre, pour assurer la viabilité de ce centre, 7 participants sélectionnés (dont 5 femmes) ont suivi une formation dans le cadre de 7 différents types de cours sur le protocole IPv6 et l'IoT et ont reçu leur certification de formateurs.– Concevoir et fournir un programme de renforcement des capacités pour l'équipe chargée de la cybersécurité (16 participants) de la Mauritanie, afin de renforcer ses capacités en matière de cybersécurité.– Formation sur la planification du spectre pour la Somalie (15 participants), organisée et dispensée en décembre 2022.– Organisation d'une formation virtuelle UIT-ITSO sur les télécommunications par satellite, à laquelle ont participé 80 personnes issues de la région des États arabes en octobre 2022.Région Asie-Pacifique– Plus de 1 100 participants ont acquis des compétences numériques dans le cadre de cours et d'ateliers de formation dispensés par les Centres d'excellence de l'UIT dans la région Asie-Pacifique (17 formations dispensées à plus de 1 600 parties prenantes). Quatre centres de transformation numérique de la région ont commencé leur mission visant à renforcer les compétences et la maîtrise des outils numériques au niveau national et ont formé plus de 38 000 participants. Les cadres stratégiques nationaux en matière de cybersécurité ont été renforcés au Bhoutan, au Kiribati et aux îles Salomon, ainsi que les cadres relatifs aux équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT), grâce à une assistance spécialisée fournie aux pays suivants: Tonga, Samoa, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu. Le Samoa, Vanuatu, la Papouasie‑Nouvelle‑Guinée et les îles Salomon ont bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de plans nationaux de télécommunications d'urgence dans le cadre d'un projet appuyé par le Département des infrastructures, des transports, du développement régional et des communications (DITRDC) de l'Australie.– Une formation régionale sur la connectivité sur le dernier kilomètre (LMC) pour la région Asie-Pacifique a été organisée en octobre 2022.– Une évaluation des compétences numériques des communautés de migrants en Thaïlande a été menée en 2022, afin d'évaluer le niveau de compétences numériques des migrants venant du Cambodge, du Laos et de Myanmar en Thaïlande, l'objectif étant d'appuyer l'initiative PROMISE de l'OIT visant à réduire la pauvreté au moyen de la migration sans risque, du renforcement des compétences et de l'accompagnement amélioré vers l'emploi en Thaïlande.– En coordination avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies en Mongolie, et dans le cadre des travaux de l'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT), l'UIT a noué des partenariats pour organiser le Dialogue mondial sur le numérique de 2022 (GDD 2022) en Mongolie, à l'invitation du Premier Ministre de la Mongolie et du Ministère du développement numérique et des communications (MDDC), principal organisateur de la manifestation.Région de la CEI– L'UIT a créé un centre d'acquisition de compétences numériques pour les femmes et les jeunes en Ouzbékistan (en partenariat avec ZTE et le parc informatique de l'Ouzbékistan), qui a été officiellement lancé à l'occasion de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC en avril 2022. Dans le cadre du projet, l'UIT a aidé les partenaires nationaux à organiser des programmes de formation visant à renforcer et à améliorer les compétences numériques des femmes et des jeunes filles de la région du Khorezm en République d'Ouzbékistan. Plus de 1 300 femmes se sont inscrites à la formation et 350 l'ont suivie avec succès, à l'issue d'un processus de sélection et d'évaluation rigoureux.– En 2022, l'UIT, en partenariat avec l'Université d'ingénierie et d'économie de Kostanaï (KINEU) au Kazakhstan, a mené à bien un projet relatif à la création d'un écosystème éducatif intelligent. Ce projet était complété par une série de manifestations et de formations en ligne organisées par KINEU, avec le concours de l'UIT. Il visait à promouvoir l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (disciplines "STEM") dans le cadre d'un hackathon destiné aux écoliers et à dispenser des formations visant à renforcer leur "cyberhygiène" et leurs compétences numériques, afin qu'ils soient en mesure d'utiliser les TIC de manière sûre dans l'environnement en ligne post-COVID-19.– L'UIT a continué de fournir une assistance au Kirghizistan pour renforcer les capacités des professeurs d'informatique issus de zones rurales ou isolées. Au total, entre 2012 et 2022, l'UIT a organisé, conjointement avec l'Institut d'électronique et des télécommunications (IET) du Kirghizistan, 63 cours de formation. Au total, plus de 1 000 professeurs ont participé aux cours, dont 78% de femmes. Compte tenu du nombre de professeurs d'informatique formés et du nombre d'écoles concernées dans les zones rurales, selon les estimations de l'UIT, près de 95 000 écoliers ont acquis des connaissances et des compétences plus poussées dans le domaine des TIC.Région Europe– L'évaluation nationale des compétences numériques en Macédoine du Nord a été achevée à la demande du Ministère de la société de l'information et de l'administration et en collaboration avec lui. L'objectif de ce rapport était d'évaluer l'offre et la demande actuelles de compétences numériques en Macédoine du Nord, de contribuer à l'élaboration d'une stratégie en matière de compétences numériques adaptée aux besoins des habitants et de contribuer à la poursuite de la croissance de l'économie et de la société numériques. Les résultats de l'évaluation sont fournis sous la forme d'un ensemble de recommandations explicites et applicables. En particulier, le rapport comprend une évaluation des compétences numériques de base dans le secteur privé, dans les startups et dans le secteur de l'éducation, ainsi qu'une évaluation de la demande actuelle pour tous les niveaux de compétences numériques dans l'ensemble de l'économie.– Pour le Forum régional de la Commission économique pour l'Europe (CEE) sur le développement durable de 2022, l'UIT a collaboré à la table ronde sur l'ODD 4 (éducation de qualité) en mettant en avant le rôle des compétences numériques, des TIC et de la connectivité dans l'éducation, en vue d'atteindre l'ODD 4, dans le cadre du processus du Forum HLPF.– La série de formations dispensées dans six Centres d'excellence européens (à savoir la Faculté FEEIT en Macédoine du Nord, NRD Cyber Security en Lituanie, NIT en Pologne et ICTP en Italie) a marqué la clôture du dernier cycle du programme des Centres d'excellence pour la région Europe. Les Centres d'excellence de la région Europe ont tenu compte des résultats de la CMDT-22 en 2023, à savoir que le programme des Centres d'excellence a été remplacé par le programme des Centres de formation de l'Académie (ATC) de l'UIT. |

# 3 Cybersécurité: créer un cyberespace sûr pour tous

Cyberexercices mondiaux, régionaux et nationaux

Les [cyberexercices de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/cyberdrills.aspx) aux niveaux régional et national ont un double objectif: permettre de nouer des liens de coopération, d'échanger des informations et de débattre des questions de cybersécurité et servir de cadre à des exercices pratiques de renforcement des capacités et à des ateliers de formation ciblés conçus pour les équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique.

À ce jour, plus de 40 exercices de cybersécurité ont été menés au niveau international, régional ou national, avec la participation de plus de 120 pays des six régions de l'UIT. Depuis la réunion de 2022 du GCDT, six [cyberexercices ont été organisés](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2022/CyberDrill-2022.aspx): le [cyberexercice conjoint UIT-Bhoutan](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2022/2022-ITU-Bhutan-joint-CyberDrill.aspx), le [cyberexercice interrégional entre la région CEI et la région des États arabes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Pages/EVENTS/2022/CyberDrill22.aspx), le [cyberexercice régional pour la région des États arabes](https://rcssummit.com/), le [cyberexercice national au Pakistan](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2022/2022-Pakistan-CyberDrill.aspx) et le [cyberexercice régional ASEAN-UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2022/ASEAN-ITU-2022-CyberDrill.aspx).

Indice mondial de cybersécurité (GCI)

L'[indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) mesure l'engagement des pays en faveur de la cybersécurité. La cinquième version du GCI (GCIv5) a commencé par la création de groupes d'experts chargés d'étudier les questions, les méthodes et la pondération, en particulier le passage des classements à un modèle fondé sur des niveaux. Une série de réunions de groupes d'experts s'est tenue en 2022, en présence de plus de 140 experts. Ces derniers ont été chargés de formuler des recommandations relatives à la Résolution 130 (Rév. Bucarest, 2022) de la Conférence de plénipotentiaires et à la Résolution 45 (Rév. Kigali, 2022) de la CMDT sur la pondération et le passage des classements à un modèle basé sur des niveaux. Les travaux se poursuivent en 2023.

Stratégie nationale de cybersécurité (NCS)

La [deuxième édition](https://ncsguide.org/) du Guide sur les stratégies nationales en matière de cybersécurité (NCS) est désormais disponible sur le site web de l'Académie de l'UIT, sous la forme d'un cours de formation en ligne présentant les bonnes pratiques en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies nationales en matière de cybersécurité. Fin 2022, près de 750 professionnels de 139 pays avaient suivi cette formation.

En 2022, le BDT a organisé au [Maroc](https://www.dgssi.gov.ma/fr/content/ateliers-debats-autour-des-nouveaux-objectifs-strategiques-nationaux-en-matiere-de-cybersecurite.html) et au Rwanda des exercices théoriques sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité. Dans chaque pays, 35 à 45 parties prenantes nationales représentant diverses organisations ont participé activement aux sessions d'exercices théoriques. À la suite de ces exercices, les participants se sont déclarés satisfaits des progrès accomplis et des résultats obtenus au cours de chaque session.

Le BDT, en partenariat avec une équipe d'organismes publics du Royaume-Uni, a mis en œuvre le projet commun d'évaluation intégrée de la cybersécurité ([JICAP](https://cybilportal.org/projects/joint-integrated-cyber-analysis-project-jicap/)), dans le but de faciliter et d'appuyer les efforts nationaux de deux pays en ce qui concerne l'élaboration ou la révision de leurs stratégies nationales en matière de cybersécurité et des plans d'action mis en œuvre dans ce domaine.

En outre, le BDT a aidé cinq autres pays à évaluer leurs stratégies en matière de cybersécurité et a formulé des suggestions d'amélioration.

Projet "La cybersécurité au service du bien social" et projets connexes

Le projet intitulé "[La cybersécurité au service du bien social](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cyber4Good/Cyber4Good.aspx)" vise à réduire les disparités en matière de cybercapacités, en encourageant l'inclusion des femmes et des jeunes et en améliorant la cybersécurité au sein des pays et entre eux, en mettant l'accent sur les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement. Depuis le lancement du projet en 2022, les travaux de l'UIT en faveur des PMA ont bénéficié à 12 pays.

L'UIT et le Forum FIRST et EQUALS, partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère du numérique, dont l'UIT est l'un des membres fondateurs, organisent conjointement le programme de mentorat "[Les femmes dans le secteur de la cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Women-in-Cyber/Women-in-Cyber-Mentorship-Programme.aspx)" visant à autonomiser les femmes dans le secteur de la cybersécurité. Depuis 2021, dans le cadre de ce programme, près de 300 femmes ont bénéficié d'une formation et d'un mentorat dans 73 pays des régions des États arabes, Afrique et Asie-Pacifique et ont collaboré avec 106 mentors du monde entier.

Dans le cadre de l'initiative pour la Protection en ligne des enfants (COP), le BDT a fourni avec succès, tout au long de 2022, plusieurs produits et services dans des domaines essentiels, dont certains exemples sont donnés ci-après:

– renforcement des capacités, notamment:

• élaboration et diffusion de [lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu-cop-guidelines.com/) par le biais de la traduction, de la localisation et de campagnes de sensibilisation;

• [formations en ligne](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP/Trainings.aspx): modules de l'Académie de l'UIT adaptés au rythme de chacun à l'intention des parents/tuteurs, personnes s'occupant des enfants, éducateurs, travailleurs sociaux, décideurs;

• formations en présentiel: élaborer et dispenser des formations de formateurs à l'intention des éducateurs, des enfants et des jeunes de différents groupes d'âge dans trois pays pilotes;

– assistance en matière de politiques, y compris:

• fourniture d'une [assistance technique](https://www.itu-cop-guidelines.com/implementation) aux États Membres pour l'élaboration et la mise en œuvre de cadres et d'une stratégie au niveau national en matière de protection en ligne des enfants;

– recherche:

• lancement d'une nouvelle initiative de recherche multi-parties prenantes: initiative sur la protection par la participation en ligne (Initiative PoP).

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Amériques– Le 10ème cyberexercice régional a eu lieu à Tegucigalpa en novembre 2022. Le cyberexercice permet d'analyser les besoins, les mesures et les initiatives au niveau national et d'en débattre, ainsi que de renforcer les capacités grâce aux laboratoires de simulation des cyberincidents, afin de protéger les infrastructures nationales essentielles de la région.– Le BDT a organisé trois ateliers de renforcement des capacités avec la participation des principales parties prenantes nationales dans le domaine de la cybersécurité, dans le cadre d'évaluations de l'état de préparation des équipes CIRT pour les Bermudes et le Guyana.– En 2022, l'UIT a mené des évaluations de l'état de préparation des équipes CIRT et mis en place des programmes de renforcement des capacités aux Bahamas et à la Barbade, tout en fournissant une assistance supplémentaire pour améliorer les stratégies nationales en matière de cybersécurité, les outils de cybersécurité et les capacités des équipes CIRT nationales.– Analyse des politiques sur la protection en ligne des enfants pour la région Amériques 2022: en 2022, une étude des politiques numériques sur la protection en ligne des enfants a été menée au niveau régional, avec la participation de l'Argentine, de la Bolivie, du Guatemala, du Honduras, du Panama, de la République dominicaine et de l'Uruguay.Région des États arabes– L'UIT a contribué à la mise en œuvre de la 10ème semaine régionale consacrée aux cyberexercices à Oman et a organisé d'autres activités relatives à la cybersécurité en collaboration avec son partenaire à Oman, à savoir le Centre régional de cybersécurité pour la région des États arabes (ARCC).– Des programmes individuels de renforcement des capacités ont également été mis en place pour l'équipe chargée de la cybersécurité de la Mauritanie ainsi que pour la formation à la planification du spectre en Somalie.– Le Bureau régional a eu des discussions avec plusieurs pays de la région des États arabes concernant la mise en place de cadres stratégiques nationaux pour la sécurité en ligne des enfants et a officialisé un cadre pour la mise en œuvre des lignes directrices sur la protection en ligne des enfants au Maroc.– L'UIT a dialogué à plusieurs reprises avec l'Autorité nationale de cybersécurité (NCA) de l'Arabie saoudite, qui finance le projet de protection en ligne des enfants dans le monde (COP), afin d'étudier plus avant les possibilités d'élargir la collaboration dans le cadre de cette initiative importante.Région Asie-Pacifique– En 2022, et grâce à l'appui financier du Département des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts (DITRDC) de l'Australie, l'UIT a mis en œuvre un projet-cadre intitulé "Mise en œuvre des initiatives régionales pour la région Asie-Pacifique pour 2020-2021". Ce projet a permis de fournir une assistance technique et un appui au renforcement des capacités prévoyant:• la mise en place d'une évaluation des équipes CIRT nationales pour la Mongolie;• l'élaboration d'une évaluation des équipes CIRT nationales pour Kiribati (qui doit être achevée en 2023) et l'organisation connexe sur le renforcement des capacités;• la fourniture d'un document d'orientation sur l'état de la cybersécurité aux Maldives;• l'organisation de cyberexercices virtuels au Bhoutan, au Pakistan et dans les pays de l'ASEAN;• l'élaboration de projets de supports de formation sur la cybersécurité destinés à une mise à l'essai au niveau des communautés, dans le cadre des initiatives sur les villages intelligents et les îles intelligentes.– Le programme EQUALS Her Digital Skills (Ses compétences numériques) a été organisé sous la forme d'une série de manifestations aux Philippines et en Australie, axées sur la conception d'applications mobiles, la sécurité en ligne pour les jeunes filles et la cybersécurité, auxquelles ont participé plus d'une centaine de jeunes femmes d'Australie, des îles Fidji, de Samoa, des Philippines et de Vanuatu.– Au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie, au Pakistan et au Timor-Leste, le Bureau régional de l'UIT a organisé une série de manifestations visant à sensibiliser les jeunes filles à la question de la sécurité en ligne et a mis en avant les Lignes directrices de l'UIT relatives à la protection en ligne des enfants. Plus de 1 600 jeunes filles et jeunes femmes ont pris part à ces manifestations, auxquelles ont également participé des administrations nationales et des institutions du système des Nations Unies.– L'UIT a signé une déclaration conjointe avec la Mission de développement régional de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) pour l'Asie (RDMA), en vue de promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'inclusion dans le domaine de la cybersécurité dans la région. Dans le cadre de cette collaboration, le Programme de développement des compétences en matière d'établissement de rapports sur la cybersécurité pour les femmes journalistes dans la région Asie-Pacifique s'est efforcé de constituer une liste de femmes spécialistes de la rédaction de rapports de cybersécurité, afin d'assurer une large couverture des cyberincidents dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique, tout en cherchant à réduire les disparités entre les hommes et les femmes parmi les professionnels de la cybersécurité et des médias. En 2022, un webinaire régional a été organisé sur ce sujet, à la suite duquel six journalistes femmes (originaires de Mongolie, d'Indonésie, du Cambodge et de Thaïlande) ont été détachées pour participer à la CMDT et présenter des rapports en anglais et dans les langues locales.– L'UIT a également collaboré avec les États Membres de la région pour faciliter la mise en œuvre du projet mondial Cyber4Good, qui soutient également l'initiative Partner2Connect (P2C) de la Coalition pour le numérique. L'UIT a donné un aperçu des Membres du Secteur de l'UIT-D qui appuient ce projet et a facilité les discussions avec les États Membres quant à la manière d'utiliser les services Cyber4Good.Région de la CEI– En 2022, l'évaluation de l'état de préparation du Bélarus a été menée à bien et des experts nationaux ont procédé à un examen technique, avec le concours de l'UIT.– L'UIT a organisé un cyberexercice interrégional entre la région des États arabes et la région de la CEI, afin de renforcer les capacités institutionnelles d'intervention en cas d'incident dans ces régions.– L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Fédération de Russie et l'Ouzbékistan utilisent l'indice GCI comme paramètre essentiel pour la planification et la mise en œuvre de leurs politiques nationales en matière de cybersécurité. Entre 2018 et 2022, l'UIT a fourni un appui et des formations, sur demande, à ces États Membres. Le Turkménistan a bénéficié d'une formation spéciale en ligne.– En partenariat avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information (ITIE), un cours en ligne gratuit destiné aux formateurs sur la sécurité de l'information dans le cyberespace éducatif a été publié sur la plate-forme de la [bibliothèque électronique](https://elibrary.iite.unesco.org/h5/index.html#/courseManagement/courseDetail/b15a8dca-a240-47c1-8f52-4562cd22876f).– En Arménie, les lignes directrices sur la protection en ligne des enfants destinées aux [décideurs](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Documents/RI-WTDC22/COP%20Guidelines%20for%20policy-makers%20in%20Armenian.pdf), au [secteur privé](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Documents/RI-WTDC22/COP%20Guidelines%20for%20industry%20in%20Armenian.pdf), aux [parents et aux enseignants](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/CIS/Documents/RI-WTDC22/COP%20Guidelines%20for%20parents%20and%20educators%20in%20Armenian.pdf) ont été traduites en arménien et largement diffusées. En 2022, une série de formations hors ligne a permis de dispenser des formations à 1 400 enfants dans 29 écoles de 10 régions différentes, afin de sensibiliser le public à cette question.– Une évaluation de la protection en ligne des enfants a été réalisée au Kazakhstan en partenariat avec l'UNICEF. Elle comprenait une évaluation des mesures existantes en matière de sécurité sur l'Internet dans le pays et l'élaboration de recommandations concrètes pour chaque secteur clé et pour le ministère responsable, afin de renforcer la législation et les capacités nécessaires au niveau national dans le but de garantir que l'Internet soit un lieu sûr pour les enfants.Région Europe– L'Albanie est le premier pays pilote à déployer le Programme mondial pour la protection en ligne des enfants au niveau national. À la fin de 2022, 250 élèves du secondaire, 320 parents et éducateurs et 50 représentants du secteur privé avaient suivi une formation sur la protection en ligne des enfants, conformément aux Lignes directrices de l'UIT relatives à la protection en ligne des enfants.– L'évaluation nationale de la sécurité en ligne des enfants en Macédoine du Nord a été menée à bien, à la demande du Ministère de la société de l'information et de l'administration et en collaboration avec lui. Ce rapport comprend une évaluation de l'infrastructure existante, des activités éducatives et organisationnelles, de la législation relative à la protection des enfants ainsi que des recommandations relatives à une stratégie nationale de sécurité en ligne et à un plan d'action visant à renforcer la sécurité en ligne. Cette évaluation et l'atelier connexe organisé au niveau national ont abouti à l'élaboration d'un mémorandum de coopération entre le Ministère de la société de l'information et de l'administration et le Ministère de l'éducation.– En collaboration avec la Fondation de la République de Malte pour le bien-être de la société, l'UIT dispense une formation de formateurs pour les travailleurs sociaux actifs dans les écoles secondaires. Le premier module, mis en place en 2022, a permis de former 35 formateurs.– Le BDT a fourni une assistance pour évaluer l'état de préparation de la République de Moldova à la mise en place d'une équipe nationale d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT). Sur la base de cette évaluation, deux ateliers à l'intention des hauts responsables ont été organisés pour valider les conclusions formulées ainsi que l'ensemble des recommandations relatives à la création d'une équipe CSIRT nationale. |

# 4 Inclusion numérique: concevoir des politiques inclusives pour assurer l'égalité en matière d'accès et d'utilisation des TIC

Inclusion numérique

Le BDT a mené plusieurs programmes de formation pour promouvoir l'inclusion numérique à l'intention de différents groupes:

– Des formations à l'intention des hauts responsables comprenant des sessions en présentiel ou virtuelles ont rassemblé 459 parties prenantes de 75 pays autour de l'accessibilité des TIC/du numérique dans le cadre de manifestations thématiques régionales, telles que les forums régionaux ayant pour thème "Des TIC accessibles pour TOUS" (pour l'[Asie et le Pacifique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/v2/regional-events.aspx), les [Amériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2022/AA-2022.aspx#:~:text=The%209th%20edition%20of%20Accessible,)%2C%20the%20Brazilian%20regulatory%20authority.), l'[Europe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2022/Accessible%20Europe%20ICT%204%20All%20Forum%20-%206%20Dec%202022/Accessible-Europe-ICT-4-All-Forum--Celebration-of-the-International-Day-of-Persons-with-Disabilities-.aspx#:~:text=The%20special%20event%20for%20Europe,virtually%20on%206%20December%202022.) et les [États arabes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2022/AccessibleARB/Accessible-ARB2022.aspx#:~:text=The%20International%20Telecommunication%20Union%20(ITU,in%20Arabic%2C%20English%20and%20French.)).

– Quelque 700 participants se sont inscrits à la formation en ligne adaptée au rythme de chacun dispensée par l'UIT et plus de 3 000 parties prenantes ont utilisé les ressources de l'UIT-D dans le domaine de l'accessibilité des TIC et du numérique.

– La formation en ligne accessible et adaptée au rythme de chacun "[Mieux vieillir et améliorer son quotidien grâce aux TIC à l'ère du numérique](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/icts-better-ageing-and-livelihood-digital-landscape-1)" est désormais disponible en anglais, en français et en espagnol.

– Deux programmes de formation à l'intention des peuples autochtones ont également été organisés. En collaboration avec le Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (FILAC), le BDT a organisé deux éditions du programme intitulé "[Formation sur les outils de communication innovants pour le renforcement des capacités des communautés autochtones, l'accent étant mis sur la manière de créer, de gérer et d'exploiter des réseaux communautaires](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/formacion-en-herramientas-innovadoras-de-comunicacion-para-el-fortalecimiento-de-las-capacidades-de-2)". En outre, un programme mixte de formation dirigée par un enseignant a été mis en œuvre dans le cadre de l'Académie de l'UIT et des formations en présentiel ont été organisées en Colombie à l'intention des [responsables des réseaux TIC dans les communautés autochtones et rurales d'Amérique latine](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/formacion-de-promotoras-y-promotores-tecnicos-en-comunidades-indigenas-en-telecomunicaciones-y-0). Ce programme est le fruit d'une initiative conjointe de l'UIT, de l'Association Redes por la Diversidad, Equidad y Sustentabilidad AC (Des réseaux pour la diversité, l'équité et la durabilité) et d'organisations s'occupant de communications communautaires et autochtones dans la région Amérique latine et Caraïbes, qui ont élaboré le programme de formation Techio Comunitario (visionner la [vidéo](https://www.youtube.com/watch?v=qevgxfq56Gg) élaborée par les participants).

Accessibilité des TIC

Un certain nombre de lignes directrices, de kits pratiques et de cours de formation adaptés au rythme de chacun ont été mis à disposition, notamment le [Manuel UIT-OIT sur l'accessibilité des systèmes de candidature et de recrutement en ligne](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/itu-ilo/default.aspx) et la formation connexe adaptée au rythme de chacun en anglais, intitulée "[Faire en sorte que les systèmes de candidature et de recrutement en ligne soient accessibles à tous](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/inclusive-employment-how-ensure-online-job-applications-and-recruitment-systems-are-accessible-all-0)"; la formation en ligne adaptée au rythme de chacun, intitulée "[Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et dans les situations d'urgence](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/how-ensure-inclusive-digital-communication-during-crises-and-emergency-situations-1)" de l'UIT-D, disponible en arabe (en plus des versions anglaise, française et espagnole existantes); [le Kit pratique de l'UIT intitulé "Vers la création de communautés numériques inclusives" et l'autoévaluation pour la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC](https://www.itu.int/pub/D-PHCB-TOOLKIT.01-2021/fr), en russe et en espagnol.

Le BDT a fourni des avis spécialisés sur l'accessibilité des TIC, afin d'appuyer les efforts déployés par les membres de l'UIT pour promouvoir l'inclusion numérique aux niveaux national et régional, et [a fait savoir que plus de 70 outils et ressources sur l'accessibilité des TIC/du numérique étaient disponibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/resources-on-ICT-accessibility/default.aspx) en plusieurs langues au titre du principe de conception universelle des technologies, ce qui est essentiel pour encourager un processus de transformation numérique inclusif pour tous, indépendamment de l'âge, du sexe, des capacités ou de l'endroit où l'on vit.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Célébrations de l'édition de 2022 de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC: le 28 avril, la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée dans la région Afrique, conjointement avec les représentants des groupes pour la jeunesse Generation Connect et le Réseau africain des femmes (plusieurs participants ont pris part à la manifestation en ligne), et a regroupé près de 100 jeunes filles à Addis-Abeba (Éthiopie). À l'occasion de cette manifestation, les participants ont essentiellement examiné les enjeux et les perspectives d'un accès en toute sécurité à l'Internet. Des célébrations ont également été organisées par divers partenaires, notamment les gouvernements de plus de 20 pays de la région. Des manifestations liées à la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information et à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC au Cameroun ont été organisées pendant un mois, notamment des formations, des conférences et des entretiens dans des écoles, un hackathon, un concours sur les solutions et les projets les mieux adaptés dans le secteur des TIC et une formation au codage à l'intention de plus de 300 jeunes filles. En Zambie, le centre de transformation numérique a également formé 150 jeunes filles de communautés défavorisées aux compétences numériques dans le domaine des TIC, en les incitant à suivre des études dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM).– La deuxième phase de l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder" (AGCCI) a été lancée en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, ONU-Femmes, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres partenaires, avec le soutien financier du Gouvernement de la Belgique. La deuxième phase visera à doter les jeunes filles de compétences numériques dans le cadre de programmes nationaux dans onze pays sélectionnés.Région Amériques– La 9ème édition de la manifestation "Amériques accessibles" s'est tenue en novembre à Brasilia, en étroite collaboration avec l'Agence nationale des télécommunications (ANATEL) de l'Administration brésilienne. Quelque 190 participants de 11 pays ont assisté à cette manifestation, afin d'échanger de bonnes pratiques et d'examiner des questions d'actualité liées à l'inclusion numérique et à l'accessibilité des TIC. L'UIT a dirigé une formation destinée aux cadres sur les fondements de l'accessibilité des TIC et sur les concepts clés de l'inclusion numérique pendant la manifestation.– La manifestation "Les jeunes Américaines savent coder" (AGCC) a été organisée en partenariat avec META. En 2022, plus de 1 000 jeunes filles et jeunes femmes ont bénéficié d'activités de formation en ligne et en présentiel organisées dans le cadre de l'initiative AGCC. Six rapports sur les politiques et les stratégies en faveur de l'inclusion numérique des femmes ont été élaborés à l'intention des pays bénéficiaires du projet (Argentine, Brésil, Équateur et Mexique) et un certain nombre de [campagnes numériques sur les possibilités de formation](https://www.agccamericalatina.org/home-es/) ont été lancées.– Le Bureau régional de l'UIT pour la région Amériques a lancé l'initiative "KIT NUMÉRIQUE pour le renforcement des compétences des entrepreneurs, des micro‑entreprises et des petites entreprises", qui comprend un manuel et 37 vidéos associées. L'UIT a travaillé en partenariat avec ONU-Femmes pour mettre à l'essai le kit pratique dans 15 micro-entreprises dirigées par des femmes à El Salvador.– L'UIT, en partenariat avec la Fundación Gran Chaco (FGC), a commencé à mettre en œuvre le projet "L'inclusion numérique des jeunes", afin de promouvoir les activités de renforcement des capacités en matière de TIC au profit des jeunes de la région du Gran Chaco, territoire isolé de l'Argentine, de la Bolivie et du Paraguay, où vivent des communautés rurales et autochtones vulnérables, et d'aider ces pays à élaborer des stratégies nationales visant à créer un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat chez les jeunes. Région des États arabes– L'UIT mène des travaux sur les mesures en faveur de l'inclusion numérique, notamment en fournissant des ressources en arabe pour l'accessibilité des TIC, en organisant des manifestations pour les jeunes filles dans le secteur des TIC et en appuyant les activités visant à intégrer le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes.– Le bureau régional, en collaboration avec plusieurs partenaires régionaux, a organisé une "Semaine de l'inclusion numérique", comprenant une série de manifestations axées sur l'inclusion numérique au niveau national dans toute la région.– L'UIT mène également des travaux sur l'autonomisation des jeunes dans le cadre du programme des groupes pour la jeunesse Generation Connect et organise des manifestations sur l'accessibilité numérique.– La deuxième édition de la manifestation "Région des États arabes accessible – Les TIC pour TOUS" a été organisée de manière virtuelle, en vue de favoriser la mise en œuvre et l'intégration de l'accessibilité numérique.– Le Réseau de femmes (NoW) dans la région des États arabes a créé sa commission de direction et tenu des réunions visant à favoriser la participation de déléguées aux conférences de l'UIT.Région Asie-Pacifique– Dans le cadre des travaux sur l'accessibilité des TIC, 25 décideurs, régulateurs et responsables principaux de la sécurité (CSO) de 14 pays, notamment d'Asie du Sud, d'Asie du Nord, d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, ont renforcé leurs capacités en matière d'accessibilité des TIC et d'évaluation de l'accessibilité des TIC, avec l'appui du DITRDC.– Un groupe de 20 personnes aveugles ou malvoyantes a renforcé sa maîtrise des outils numériques dans le cadre d'une formation pilote à l'intention des personnes handicapées. Ce programme pilote s'inscrit dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'UIT au Pakistan, en vue de mettre en place un cybercafé accessible à tous, en particulier aux personnes handicapées. Cette formation a été appuyée par le DITRDC et dispensée en collaboration avec le centre DTC du Pakistan.– En vue de promouvoir l'inclusion numérique au niveau national au Pakistan, l'UIT, avec l'appui du Ministère des technologies de l'information et des télécommunications (MoITT) et du DITRDC, a organisé la Semaine de l'inclusion numérique sur les TIC pour tous au Pakistan à Islamabad (Pakistan). Cette manifestation sera l'occasion de promouvoir une approche multi-parties prenantes et inclusive du développement du numérique, notamment trois initiatives en cours sur l'inclusion numérique, comme la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, l'initiative sur la protection en ligne des enfants et la formation des personnes handicapées aux outils numériques. En outre, l'UIT a organisé cinq ateliers sur la mise au point d'applications mobiles et le commerce électronique.– En Thaïlande, six formations sur les fonctions de direction, la maîtrise des outils numériques et l'inclusion numérique, qui ont rassemblé 310 jeunes filles et jeunes femmes, ont été organisées en 2022 avec l'appui de l'Office of the National Broadcasting and Telecommunication Commission (Office of the NBTC), du Ministère de l'économie et de la société numériques de la Thaïlande, de la Télécommunauté Asie‑Pacifique (APT), d'institutions du système des Nations Unies et d'établissements universitaires.– Dans le cadre de l'initiative "Indonesian Women in Tech", une formation à la programmation en langage Python a été organisée, à l'intention de1 500 diplômées, avec le concours de l'UIT, du Ministère des transports et des communications du Timor‑Leste et de parties prenantes nationales.– Dans le cadre des activités menées à l'occasion de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC en Thaïlande, en Indonésie, au Cambodge, au Timor-Leste et au Pakistan, l'UIT a organisé, conjointement avec les partenaires de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC issus de gouvernements, d'institutions du système des Nations Unies, du secteur privé, d'établissements universitaires, de la société civile et d'organisations représentant les jeunes, 14 formations, suivies par plus de 2 200 jeunes filles de la région Asie-Pacifique.– En avril 2022, l'UIT a organisé une formation hybride aux compétences numériques intitulée "GC-ASP: Walk into ICT Industry" (Initiative Generation Connect pour la région Asie-Pacifique (GC-ASP): Accès au secteur des TIC), à l'invitation de Huawei (Thaïlande), qui a rassemblé 20 jeunes thaïlandaises de zones rurales ainsi que des représentants du Groupe pour la jeunesse GC-ASP.Région de la CEI– Entre 2018 et 2022, l'UIT a continué d'appuyer l'amélioration des centres spécialisés pour enfants handicapés au Bélarus (deux centres à Minsk et Vitebsk relevant de l'Académie des communications du Bélarus) et au Kirghizistan (un centre à Bichkek relevant de l'Institut d'électronique et des télécommunications).– En février 2022, les Bureaux régionaux de l'UIT pour les régions de la CEI et de l'Europe ont participé au [Sommet régional européen sur le handicap ("Perspectives de coopération paneuropéenne à l'échelle internationale"](https://www.edf-feph.org/content/uploads/2022/02/European-Disability-Summit-2022-Outcome-Document-EN.pdf)). L'UIT a fait part de son expérience en matière de création de centres de formation aux compétences numériques pour les personnes handicapées, de ses activités de renforcement des capacités destinées aux enseignants de ces centres et de ses travaux de recherche dans ce domaine.– Dans le cadre du Forum régional de la CEE sur le développement durable, une manifestation virtuelle, organisée le 6 avril 2022 par le Bureau régional de l'UIT pour la région de la CEI et appuyée par l'UNESCO, a rassemblé des représentants de l'Arménie et du Kirghizistan dans le but d'échanger et de promouvoir l'accessibilité numérique. La manifestation a également été l'occasion de donner un aperçu des pratiques actuelles en matière d'inclusion numérique pour les personnes handicapées et a permis aux participants d'échanger les enseignements tirés de la formation aux compétences numériques dispensée aux personnes handicapées.– La manifestation "ITU Youth Model" (Modèle de l'UIT pour la jeunesse) a été organisée conjointement avec l'Université des télécommunications de Saint-Pétersbourg en octobre 2022 et a rassemblé des jeunes qui souhaitaient découvrir l'UIT.– À l'occasion de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, tenue le 28 avril 2022, un dialogue régional en ligne sur le thème "Renforcement des compétences – Ce que nous proposons" et une table ronde régionale ont été organisés à Tachkent (Ouzbékistan). Ces manifestations, destinées à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes et à encourager les jeunes filles et les femmes à suivre des études et à mener des travaux dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), ont été organisées par l'UIT, avec l'appui du Ministère du développement des technologies de l'information et des communications de la République d'Ouzbékistan. Plus de 70 participantes, y compris de divers États Membres et Membres de Secteur, y ont assisté.– D'août à octobre 2022, une étude sur la fracture numérique entre les hommes et les femmes a été menée en partenariat avec le PNUD en Ouzbékistan. Cette enquête, réalisée en ligne et hors ligne dans toutes les régions du pays, a recueilli les réponses de plus de 9 000 personnes. Elle a permis d'obtenir un ensemble de données représentatives sur divers aspects de la fracture numérique entre les hommes et les femmes en Ouzbékistan, notamment l'écart concernant la possession de dispositifs compatibles avec l'Internet, les disparités en matière de compétences numériques selon la méthodologie de l'UIT, l'écart en matière d'accès à l'Internet et les principaux obstacles à une utilisation plus active de l'Internet. Les résultats serviront à analyser la situation actuelle dans le pays et à mener des activités de planification pour résoudre ces problèmes.Région Europe– La quatrième édition de la manifestation "Europe accessible: les TIC pour TOUS – Célébrer la Journée internationale des personnes handicapées", tenue en décembre 2022, a été organisée à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées. Les participants ont souligné l'importance de l'adoption d'une approche harmonisée pour garantir la participation pleine et entière et à égalité de droits des personnes handicapées au monde numérique. Il a aussi été question du rôle déterminant des outils numériques et de la normalisation des services pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse, la manifestation a également inscrit à son programme un segment pour la jeunesse.– À l'occasion de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, une manifestation a été organisée en coordination avec le Réseau de femmes (NoW) au niveau régional. Cette manifestation visait à donner aux représentantes de haut rang du Réseau de femmes de la région Europe la possibilité de procéder à des échanges sur des données d'expérience concrètes et de servir de modèle pour encourager les jeunes filles et jeunes femmes européennes à faire des études et à envisager une carrière dans le secteur des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM).– Dans le cadre du Forum régional de la CEE sur le développement durable, l'UIT a contribué à la table ronde sur le thème "Promouvoir l'égalité hommes-femmes et mettre en avant le rôle directeur des femmes dans certains secteurs d'activité", en mettant l'accent sur la fracture numérique entre les hommes et les femmes et sur la place des femmes dans le secteur des technologies. |

# 5 Écosystèmes de l'innovation numérique: accélérer la transformation numérique en favorisant l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat et des écosystèmes numériques compétitifs

Défis de l'innovation

Le programme des [Défis de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/ITU-Innovation-Challenges.aspx) a servi de plate-forme ouverte aux participants pour présenter leurs idées et leurs projets, qui peuvent contribuer à la transformation numérique des personnes, des communautés et de la société grâce à l'innovation, une [expérience qui révolutionne le quotidien](https://news.itu.int/itu-innovations-challenges-a-life-changing-experience/) de nombre des participants. En 2022, l'UIT, en partenariat avec le FNUAP et l'OMPI, a lancé un [Défi de l'innovation visant à autonomiser les femmes et les jeunes filles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Pages/Events/2022/Innovations-to-Empower-Women-and-Girls.aspx). Les partenaires ont sélectionné 10 projets lauréats, qui ont reçu jusqu'à 60 000 dollars de l'UNFPA pour appuyer l'accélération de l'innovation proposée. L'UIT a fourni les capacités de mentorat et de formation nécessaires pour accélérer l'innovation. L'Union organise également un Défi de l'innovation conjoint, à savoir la collaboration entre le Partenariat visant à accélérer l'entrepreneuriat féminin ([Women Entrepreneurship Accelerator](https://www.we-accelerate.com/) (WEA)) et la société [Mary Kay Global](https://marykayglobal.com/), qui a pour but d'appuyer l'engagement pris par le Partenariat WEA en vue d'autonomiser 5 millions de femmes entrepreneurs d'ici à 2030.

Stratégies, feuilles de route et projets relatifs au développement de l'écosystème

L'UIT a aidé les pays à obtenir un diagnostic précis quant à l'état de leur écosystème d'innovation numérique et à élaborer des stratégies pour orienter les politiques nationales en fournissant une assistance technique. Une assistance technique a été offerte à la Géorgie, au Mali, au Monténégro, au Niger, à la Macédoine du Nord, aux Philippines, à la Serbie et à Trinité-et-Tobago concernant l'établissement de profils d'innovation numérique, qui offrent un modèle d'écosystème permettant d'accélérer la transformation numérique afin de mettre à profit l'entrepreneuriat et l'innovation. L'UIT a en outre travaillé avec les pays pour concevoir des modèles ou des mécanismes éprouvés, qui favorisent l'accélération de l'innovation numérique à l'échelle nationale. En 2021, l'UIT a commencé à collaborer avec la République sudafricaine concernant un projet pluriannuel de création d'un Centre africain pour la transformation numérique, qui a pour vocation de contribuer à accélérer la transformation numérique dans des secteurs clés de l'économie. Les tests relatifs au modèle pour le Centre ont également commencé en 2021 et offriront une assistance technique complémentaire à l'avenir. Enfin, en 2021, un programme de mentorat relatif au renforcement des capacités dans le domaine de l'innovation a été élaboré et lancé. En 2022, l'UIT a accéléré l'élaboration d'un nouveau projet en collaboration avec le FNUAP, intitulé Tech4Youth, qui a également conduit à la mise en place de la plate-forme Tech4Girls (La technologie au service des jeunes filles) qui, à travers deux programmes, a regroupé deux groupes de participantes âgées de 16 à 24 ans.

L'UIT organise une manifestation parallèle lors du Forum mondial de la jeunesse, en marge de la CMDT, intitulée [Innov4Youth – The Missing Links](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Pages/Missing-link-for-Youth-Innovation-Capacity.aspx) (L'innovation au service de la jeunesse – Les chaînons manquants). La manifestation était axée sur les mécanismes à mettre en place pour les jeunes talents africains, notamment la mobilisation d'engagements pour la Coalition pour le numérique P2C.

Le renforcement des capacités d'innovation et de l'écosystème renforce les capacités d'innovation et d'entrepreneuriat des parties prenantes, en leur permettant d'évaluer les problèmes systémiques des écosystèmes numériques et en les aidant à mettre en place des interventions ciblées dans un souci de durabilité et de compétitivité. En 2022, l'UIT a organisé plusieurs cours, y compris la poursuite des cours sur l'écosystème 101 dans toutes les langues et de nouveaux cours avec SMART Africa et d'autres partenaires. Bon nombre d'outils élaborés et enseignés dans le cadre de ces cours seront transformés à terme en kits pratiques.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– L'UIT s'est associée au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour fournir une assistance et un appui à l'écosystème de l'innovation numérique local du Bénin, et contribuer à son expansion, ainsi que pour procéder à des études de cas qui pourront servir d'exemple à d'autres pays de la région en vue de l'élaboration d'initiatives durables et inclusives, propres à accélérer la transformation numérique au profit de tous. Cette initiative a permis de renforcer l'efficacité et la durabilité de l'initiative #Tech4Youth lancée par la FAO et du Groupe d'action Innov Covid-19 pour la résilience des jeunes au niveau local et l'innovation dans le domaine du numérique au Bénin.– Le Cameroun a inauguré le Cameroon Digital Innovation Center (Centre pour l'innovation dans le domaine du numérique), qui offre aux startups des ateliers de fabrication numériques (fablabs), des studios multimédias, un espace de travail collaboratif, une Académie numérique, ainsi qu'un centre d'appels. Les jeunes seront formés à la conception de solutions innovantes pour des projets liés à la transformation numérique et bénéficieront de l'appui d'experts dans le cadre de séances d'accompagnement.– Avec le concours du BDT, le Congo a lancé à l'Université de Kintele un laboratoire et centre de recherche sur l'intelligence artificielle, qui dispense des cours aux étudiants en Master 1 et 2.Région des États arabes– Le Bureau régional pour les États arabes a collaboré avec Oman à l'élaboration de profils par pays en matière d'innovation numérique, afin d'évaluer la capacité et la maturité de leurs écosystèmes numériques.– Le Bureau a également dispensé des formations sur l'innovation et l'entrepreneuriat dans le cadre de l'Académie de l'UIT, notamment des cours d'incubation et de réflexion conceptuelle en anglais, en français et en arabe.– Le Réseau arabe de l'innovation et de l'entrepreneuriat (AIEN) a aidé à mettre en place un programme "d'atterrissage en douceur", pour lequel 57 startups ont soumis une candidature. Des discussions sont en cours pour élargir le projet à l'Université KAUST (Arabie saoudite), compte tenu des avantages économiques considérables que ce projet pourrait apporter à la région s'il était étayé par des activités supplémentaires aux niveaux régional et mondial.Région Asie-Pacifique– L'UIT a également organisé, conjointement avec la Telecommunications Standards Development Society, Inde (TSDSI) une série de webinaires consacrés à l'innovation dans le domaine des technologiques numériques. Ces webinaires, qui portaient essentiellement sur l'intelligence artificielle (IA) et les préjugés sexistes et sociaux susceptibles d'y être associés, ont été organisés avec l'appui du Département des télécommunications.– L'UIT a organisé un atelier sur la cocréation à Brunéi Darussalam, en vue de préparer le profil national d'innovation numérique de 2023.Région Europe– Le Bureau de l'UIT pour la région Europe a achevé l'élaboration d'une série de trois profils d'innovation numérique pour la Géorgie, la Serbie et la Macédoine du Nord. Les profils élaborés en coopération avec les administrations des États Membres livrent une analyse approfondie des paysages nationaux de l'innovation numérique, en identifiant leurs points forts et points faibles et en formulant des recommandations visant à encourager l'innovation numérique. Ces travaux sont essentiels pour soutenir la transformation numérique des pays et les aider à tirer pleinement parti de leur potentiel dans l'économie numérique.– Le Bureau a collaboré étroitement avec les autorités nationales de régulation et les plusieurs parties prenantes des Balkans occidentaux, dont l'Albanie, la Bosnie‑Herzégovine, le Moldova, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine du Nord, afin de libérer le potentiel de la transformation numérique au niveau régional. |

# 6 Services et applications numériques: créer des stratégies et des services d'application numériques porteurs de transformation

Accélérer la transformation numérique de l'administration publique grâce à l'adoption de la méthode des blocs fonctionnels (GovStack) faisant intervenir toutes les entités publiques

L'initiative GovStack a été lancée par quatre partenaires, à savoir l'UIT, l'agence GIZ, l'Estonie et la Digital Impact Alliance (DIAL), afin d'accélérer la transformation numérique de l'administration publique. Elle a pour but de relever les principaux problèmes liés à la création de cadres de confiance, d'interopérabilité et de réutilisation, qui serviront de base aux services numériques centrés sur les utilisateurs et porteurs de transformation. Elle concrétise les principes fondamentaux que sont la réutilisation, les interfaces API ouvertes, les normes ouvertes, la sécurité dès la conception, les approches architecturales et un modèle centré sur les utilisateurs. Pour ce faire, l'initiative facilite le transfert de connaissances et de compétences en désassemblant différents blocs fonctionnels fondamentaux qui favorisent la transformation numérique et en

mettant à disposition un environnement mondial de type "bac à sable", qui permet aux pays et aux organisations de tirer des enseignements des exemples présentés et de passer rapidement des idées et des stratégies à la mise en œuvre.

Depuis la période allant de juin à décembre 2022, les activités suivantes ont été menées dans le cadre de l'initiative GovStack:

– 11 spécifications techniques (Identité, Paiements, SMS, Programmation, Flux de travail, Registres/enregistrement, Médiation des informations, Consentement au partage des informations).

– Cinq spécifications techniques en cours d'élaboration (Expérience/interface utilisateur, Signature électronique, GIS, Nuage/infrastructure, MarketPlace), qui seront prêtes à être utilisées en 2023.

– Élaboration de quatre exemples de mise en œuvre de blocs fonctionnels de logiciel à code source ouvert pour les spécifications "Identification, Paiements, Médiation des informations et Consentement", en vue de leur publication dans le bac à sable GovStack en 2023.

– Exemples de cas d'utilisation pour les spécifications "Transfert d'argent et Permis de construire électronique", dont la version de démonstration sera prête dans le bac à sable GovStack en 2023.

– 20 thèmes d'apprentissage en ligne seront lancés en 2023-2024 dans le système de gestion de la formation en ligne.

– Cinq exemples de mise en œuvre en cours dans les pays de la Corne de l'Afrique, à savoir Djibouti, l'Égypte, le Kenya, le Rwanda et la Somalie.

– Le Women in GovTech Challenge (Défi "Les femmes dans le secteur des technologies du service public") a été lancé et se déroulera en 2023-2024; les meilleurs services numériques seront présentés lors du SMSI 2024.

– Mise à jour du Manuel de mise en œuvre GovStack au fur et à mesure de la progression de la mise en œuvre dans chaque pays.

– Global Ex-Change en cours d'élaboration (cybermarché de biens publics numériques).

Biens publics numériques: création d'un Bureau des programmes à code source ouvert à l'échelle de l'UIT

En collaboration avec GitHub, l'UIT met actuellement en place, à l'échelle de l'Union, un Bureau des programmes à code source ouvert, dont les objectifs sont indiqués ci-après:

– renforcer un dialogue efficace avec les États Membres de l'UIT, y compris les ministères chargés des TIC et d'autres Membres de Secteur, pour mieux faire connaître les possibilités d'utilisation de biens publics numériques et du code source ouvert, afin de mettre en place une infrastructure publique numérique et des services numériques;

– appuyer différents projets de l'UIT utilisant des solutions à code source ouvert pour la connectivité, la gestion du spectre, la gestion des documents, la visioconférence, etc.;

– élaborer des supports et des ressources de formation et de renforcement des capacités concernant l'utilisation et l'adoption des biens publics numériques et de solutions à code source ouvert;

– encourager la conception et le développement de logiciels inclusifs dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire;

– améliorer les capacités juridiques et la compréhension des licences de logiciels à code source ouvert;

– encourager la collaboration avec d'autres institutions du système des Nations Unies dans le domaine des logiciels à code source ouvert et des biens publics numériques.

Biens publics numériques: prise en charge des écosystèmes à code source ouvert pour l'innovation dans les services publics

Pour atteindre un niveau de maturité plus élevé dans l'adoption des biens publics numériques et de solutions à code source ouvert pour les services numériques publics, l'UIT, l'UE et le PNUD collaborent actuellement dans le cadre de l'élaboration d'un projet pluridisciplinaire visant à prendre en charge les écosystèmes à code source ouvert grâce aux mesures suivantes:

– mise au point d'un cadre de prise en charge des écosystèmes à code source ouvert pour orienter les travaux visant à promouvoir les changements structurels, en vue d'accélérer l'adoption de logiciels et de données à code source ouvert;

– organisation d'initiatives pilotes utilisant ce cadre dans certains pays, afin d'établir des capacités techniques à code source ouvert qui feront fonction de coordonnateurs pour renforcer l'écosystème local à code source ouvert;

– partage des connaissances au niveau mondial et renforcement des compétences en vue de reproduire des modèles de réussite dans l'élaboration d'écosystèmes à code source ouvert, grâce à la production de supports de connaissance et de formations, et à la création de communautés de pratique dont les normes pourront ensuite être adoptées par les gouvernements à différents niveaux.

Santé numérique

Élaboration d'une analyse de rentabilité mondiale en matière de santé numérique en collaboration avec l'UNIATF en ce qui concerne les maladies non transmissibles (août‑décembre 2022), qui a permis:

– de fournir un appui à l'analyse de l'efficacité des interventions en matière de santé numérique sur les plans clinique et sanitaire;

– de contribuer à l'évaluation des coûts de certaines interventions en matière de santé numérique;

– de fournir un appui à l'identification des parties prenantes et des entretiens de parties prenantes;

– d'élaborer une contribution technique sur la cybersanté et la télémédecine à l'intention de la Commission d'études 2 de l'UIT au titre de la Question 2/2 et de présenter un exposé à la réunion de la Commission d'études tenue en décembre 2022;

– de présenter un exposé lors d'un atelier thématique intitulé "Atelier national de renforcement des capacités en matière de télémédecine" pour la région Afrique, tenu à Praia (Cabo Verde) du 21 au 25 novembre 2022; de procéder à une évaluation informelle d'une campagne de sensibilisation par SMS en juin 2022;

– de contribuer à l'élaboration et à la publication du [cadre d'évaluation de l'OMS pour les applications mobiles d'arrêt du tabagisme](https://www.who.int/initiatives/tobacco-cessation-consortium/tobacco-cessation-mobile-app-assessment); et

– de participer au débat d'experts de l'OSAA sur la santé numérique, tenu en décembre 2022.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Dans le cadre de l'initiative conjointe "Renforcer la résilience des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables au moyen d'un socle de protection sociale au Libéria à l'aide des TIC" de l'équipe de pays des Nations Unies au Libéria, sous la responsabilité du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, l'UIT assure un appui technique pour l'élaboration d'un modèle de villages intelligents pour le Libéria. En faisant fond sur l'expérience acquise au Niger et conformément au plan de travail établi, des consultations ont été engagées avec les parties prenantes et des évaluations de sites ont été planifiées pour les trois comtés sélectionnés afin d'obtenir une évaluation préliminaire de la situation actuelle et de déterminer les domaines et les secteurs prioritaires auxquels l'Initiative des villages intelligents pourrait être bénéfique afin de promouvoir la transformation numérique.Région des États arabes– Le Bureau régional pour les États arabes a contribué, avec l'appui du Siège, à aider les pays de la région arabe concernant leurs cadres et leurs stratégies de services numériques.– Le Bureau régional a collaboré avec la Jordanie pour élaborer une stratégie nationale de santé numérique selon une approche multipartite et a organisé une réunion conjointe avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'agriculture numérique.– L'UIT a aussi lancé des activités dans la région arabe au titre de l'initiative GovStack, en premier lieu une assistance axée sur les PMA, notamment pour Djibouti, la Somalie et la Mauritanie, ayant pour objet de renforcer les services publics numériques et d'améliorer la cybersécurité sur les plans national et régional. En Mauritanie, l'UIT a aussi lancé des activités pilotes au titre de l'initiative Partner2Connect. Elle a aussi formé 1 000 enfants jordaniens à la maîtrise des outils financiers numériques, dans le cadre du projet Malee, en collaboration avec Meem Ain (Arabie saoudite).Région Asie-Pacifique– En avril 2023, une quinzaine de pays de la région avaient manifesté leur intérêt pour l'initiative Villages et îles intelligents (SVSI). En 2022, cette initiative de l'UIT a été engagée au Samoa (évaluation des besoins et participation communautaire), s'est poursuivie au Pakistan (renforcement de la participation communautaire) et a été actualisée à Vanuatu (actualisation de l'évaluation des besoins et fourniture de nouveaux services). L'initiative SVSI est menée en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux, les organismes des Nations Unies, le secteur privé et les partenaires d'exécution, et a obtenu l'appui d'un certain nombre de projets financés par le Fonds commun pour les ODD, le Gouvernement australien (Département des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts – DITRDCA), le Gouvernement japonais (Ministère des communications), la Banque asiatique de développement et Huawei. Il a aussi obtenu l'appui des membres du G20 à leur réunion de 2022.– Une stratégie à l'échelle de l'État a été facilitée au Bhoutan par une assistance concernant la mise au point d'un tableau de bord numérique pour le cabinet du Premier Ministre en vue de favoriser un processus décisionnel fondé sur les données. Cette assistance a été soutenue par l'UIT en coopération avec le DITRDCA et par le projet GovStack.– Deux programmes conjoints, soutenus par le Fonds commun pour les ODD, ont été engagés pour aider certains pays insulaires du Pacifique à élaborer leurs stratégies nationales de transformation numérique et à renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, entre autres aspects. Les Membres de l'UIT de la région Asie-Pacifique se sont mieux familiarisés avec le projet GovStack et l'approche modulaire; il en est résulté un intérêt croissant pour ce projet parmi les Membres de l'UIT.– Le Bangladesh et le Cambodge ont amélioré leurs connaissances sur l'agriculture numérique et leur capacité de tirer parti de celle-ci grâce, respectivement, à une évaluation (Bangladesh) et à une stratégie (Cambodge) menées au titre de leur collaboration actuelle avec la FAO. En outre, l'UIT, conjointement avec la FAO, le PNUD, l'OIT et le FENU, continue d'aider le Gouvernement papouan-néo-guinéen dans le domaine de l'agriculture numérique, dans le cadre du projet STREIT d'appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale, financé par l'Union européenne.Région de la CEI– Entre 2019 et 2022, l'UIT a œuvré de façon suivie à la conception d'une plate-forme régionale pour la création d'entreprises technologiques en Eurasie centrale, qui a d'abord constitué un mécanisme de coordination informel entre les parcs et les écosystèmes de TIC de la CEI et des pays voisins. Elle s'est transformée en une véritable plate-forme en ligne visant à promouvoir le développement des petites entreprises de pointe et des PME spécialisées dans la santé numérique, l'agriculture et les villes intelligentes. La manifestation annuelle Startup Central Eurasia de 2021 a attiré 350 participants, représentant de nouvelles entreprises des secteurs de pointe, des parcs informatiques, des investisseurs en capital-risque et des organismes publics de 16 pays de la région de la CEI et des pays voisins.– En 2022, l'UIT a établi un centre d'information pour les acteurs intéressés par la mise en place d'un écosystème régional pour les nouvelles entreprises des secteurs de pointe et l'accès aux services nécessaires, hébergés sur la [plate-forme Startup Central Eurasia](https://startupcentraleurasia.com/). Grâce à ce centre, l'UIT a aidé les pays de la région à acquérir des capacités pour développer leur écosystème national d'innovation et d'entreprenariat dans les secteurs de pointe, en collaborant avec des entreprises régionales qui évaluent leur niveau de développement et les conseillent sur la façon d'améliorer leurs indicateurs fondamentaux de performance (IFP) et de se préparer à l'entrée sur les marchés internationaux.– En 2022, des manifestations régionales spécialisées comme le sommet Startup Central Eurasia, en avril, la Journée des IFP pour l'entreprenariat de pointe, en juillet, et le Forum UIT-Startup Central Eurasia, en novembre, ont rassemblé des représentants des écosystèmes d'entreprenariat de pointe de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Russie, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.– Un premier rapport a été publié en 2022 sur le classement des écosystèmes d'entreprenariat de pointe. Ce rapport s'appuie sur des données provenant d'organismes publics, du secteur privé et de travaux de recherche indépendants, et propose un système complet de classement des écosystèmes d'entreprenariat de pointe pour la région de l'Eurasie centrale, fondé sur la méthode utilisée par l'UIT pour évaluer l'innovation dans les TIC et les écosystèmes d'entreprenariat de pointe.– Un calculateur des IFP pour l'entreprenariat de pointe a été conçu pour permettre à ces entreprises de mettre au point des IFP mesurant leur développement, qu'elles peuvent présenter aux investisseurs et utiliser pour rectifier leurs modèles d'activité et leurs stratégies de développement.Région de l'Europe– L'UIT et la FAO collaborent pour aider les pays en préadhésion à l'Union européenne à se conformer aux prescriptions de l'UE concernant l'agriculture numérique, pour les aider à devenir des membres à part entière du marché unique de l'UE et à mener leurs politiques agricoles dans le cadre de la politique agricole commune de l'UE. À cet égard, l'UIT et la FAO ont élaboré les "Lignes directrices UIT-FAO pour les pays en préadhésion: Répondre aux conditions attendues par l'UE dans le domaine de l'agriculture numérique", qui ont fait l'objet d'une série de consultations et dont la version finale doit être adoptée en 2023.– L'UIT et la FAO collaborent aussi dans le cadre de l'initiative "L'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique: concours UIT-FAO pour l'Europe et l'Asie centrale", dont le but est de remédier aux divers obstacles à des systèmes alimentaires durables et résilients en répertoriant les pratiques innovantes dans le domaine de l'agriculture numérique dans différentes régions.– En Macédoine du Nord, le Bureau régional a aidé le Ministère de la société de l'information et de l'administration à réviser le projet de stratégie nationale de TIC pour la période 2023-2026 et à en établir la version définitive. Ce travail a permis d'intégrer dans la stratégie les recommandations principales de l'UIT, les outils GovStack et une conception à l'échelle de l'État. Une réunion de lancement a été organisée pour associer la Macédoine du Nord au projet GovStack et engager la mise en place d'une infrastructure de gouvernance numérique plus complète et plus efficace.– La participation du Gouvernement ukrainien aux activités GovStack a sensiblement progressé, l'accent étant mis sur la plate-forme ukrainienne des registres, concernant l'analyse des concordances et des écarts, ainsi que l'étude des étapes futures possibles en ce qui concerne la mise au point du prototype de la plate-forme et son intégration dans l'espace de travail GovStack. Ces activités ont aidé à affiner la méthode d'évaluation de la conformité de GovStack, ce qui facilitera l'adhésion d'autres pays et les aidera à confirmer qu'ils respectent les spécifications fixées par GovStack. Par ailleurs, le Bureau régional aide continûment le pays à se positionner comme un précurseur dans le domaine de l'administration en ligne.– L'UIT conjugue ses efforts avec la Commission européenne pour rationaliser le développement du secteur du logiciel libre au titre d'un programme sur la transformation numérique et le multilatéralisme qui débutera en 2023. |

# 7 Télécommunications d'urgence: construire des infrastructures TIC résilientes face aux catastrophes afin de réduire le nombre de victimes et les pertes économiques

Préparation aux catastrophes

Le BDT a aidé un certain nombre de pays à élaborer un plan national pour les télécommunications d'urgence (NEPT), parmi lesquels la Mongolie, Kiribati, les Fidji, la Dominique et la Grenade. En outre, l'UIT a entrepris des évaluations de référence, en vue de recenser les lois, réglementations et politiques nationales existantes qui régissent les télécommunications d'urgence au sein des États Membres des régions des États arabes et des Amériques, et des îles du Pacifique. Il ressort de ces évaluations, qui contribuent à atteindre les buts stratégiques de l'UIT, en particulier la cible 3.5, que 28% des pays ayant fait l'objet d'une évaluation disposent d'un plan NETP.

En 2023, à la demande de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Division de l'environnement et des télécommunications d'urgence (EET) a élaboré un modèle type de plan NETP pour la région de la SADC, en mettant l'accent sur l'analyse des risques de catastrophe et l'utilisation des TIC pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe. Ce modèle aidera les 16 États membres de la SADC à dégager les grandes priorités en ce qui concerne leur plan NETP. Un atelier multipartite a été organisé afin de présenter l'analyse de situation aux États membres de la SADC.

Lancés en 2021, les [Modules en ligne de l'UIT sur les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/ITU-Online-Modules-on-Emergency-Telecommunications.aspx) ont été décisifs pour renforcer les capacités nationales en matière de préparation aux catastrophes. Les modules de formation disponibles couvrent: 1) l'élaboration de plans NETP, sur la base des [lignes directrices de l'UIT relatives aux plans NETP](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Publications/Guidelines-for-NETPs.aspx); 2) l'organisation d'[exercices de simulation théoriques (TTX)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Simulation-Exercises.aspx); et 3) des renseignements sur la [Convention de Tampere](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/TampereConvention.aspx) et les avantages associés. Au total, 398 participants ont suivi les cours pendant la période considérée.

Appui pour les interventions et déploiement en cas de catastrophe

Dans le cadre de l'assistance qu'il continue d'apporter aux Tonga après que le pays a perdu sa connectivité à la suite de l'éruption volcanique de janvier 2022, le BDT a organisé une réunion de consultation des parties prenantes en mars 2023 en vue de l'établissement un plan NETP. L'assistance technique est soutenue par un partenariat permanent avec le Ministère japonais des affaires intérieures et des communications.

Le BDT a aussi continué de jouer un rôle actif dans l'appui pour les interventions en cas de catastrophe.

– Le BDT continue d'aider les Tonga depuis la catastrophe qui a frappé le pays en janvier 2022. L'UIT a mis à disposition des équipements de télécommunication par satellite et offert du temps d'émission de satellite, et continue de suivre l'état de la connectivité au moyen de la carte de connectivité en cas de catastrophe.

– À la demande du Nicaragua, l'UIT déploie 10 téléphones satellitaires Iridium et 10 terminaux de satellite du réseau mondial à large bande (BGAN) d'Inmarsat pour aider le pays dans le cadre des opérations de secours après le passage de l'ouragan Julia en octobre 2022. Deux personnes inscrites au fichier pour les télécommunications d'urgence ont été déployées pour livrer le matériel et former les équipes locales à son utilisation. Elles se rendront aussi dans la zone sinistrée, où elles appuieront les interventions sur le terrain.

– L'UIT a déployé 25 téléphones satellitaires Thuraya au Malawi et 10 téléphones satellitaires Iridium au Mozambique à la demande des gouvernements de ces pays pour leurs interventions face à la situation de catastrophe provoquée par le cyclone Freddy en mars 2023. Le cyclone Freddy a battu le record du cyclone tropical le plus long depuis le début des relevés météorologiques.

Fichier de l'UIT pour les télécommunications d'urgence

En septembre 2022, les membres de l'équipe de l'UIT pour les télécommunications d'urgence et une personne inscrite au fichier pour les télécommunications d'urgence ont suivi la formation Gear.UP en Allemagne. Gear.UP est une manifestation comportant une formation fonctionnelle et un exercice opérationnel interinstitutions à grande échelle qui a vocation à renforcer les capacités en matière d'intervention en cas d'urgence des organismes humanitaires dans le monde, sur le plan de la logistique et des TIC, organisé par un partenaire clé de l'UIT, le Réseau ETC.

En août 2022, l'équipe responsable des télécommunications d'urgence a présenté un exposé à une centaine d'employés de la société Iridium, ainsi qu'à son Président-Directeur Général M. Matt Desch, afin de montrer comment, depuis 2008, l'UIT a déployé des téléphones Iridium pour rétablir la connectivité et sauver des vies en situation de catastrophe. Iridium fournit à l'UIT 70 téléphones satellitaires et une connectivité gratuite.

Carte de connectivité en cas de catastrophe

En 2020, l'UIT et le Réseau ETC, avec le concours de la GSMA, ont lancé une initiative conjointe visant à élaborer une [carte de connectivité en cas de catastrophe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Disaster-Connectivity-Maps.aspx), afin de fournir, sous la forme d'une cartographie en direct, des informations sur la connectivité (type, niveau et qualité) disponible sur le terrain en situation de catastrophe. L'équipe responsable de l'initiative continue de tester et d'évaluer des sources supplémentaires de données relatives à la connectivité, de mettre au point une plate-forme de couverture mobile à haute résolution et d'ajouter des filtres afin d'améliorer encore la précision des données qui sont affichées.

|  |
| --- |
| Région des Amériques– L'UIT a déployé des terminaux de satellite du réseau mondial à large bande (BGAN) et des téléphones satellitaires en vue de rétablir la connectivité des communications après que le pays a été frappé par l'ouragan Julia en octobre 2022. Lors du déploiement, l'UIT a formé les équipes locales à l'utilisation du matériel, transporté les appareils dans les zones sinistrées et présenté les travaux de l'UIT sur les télécommunications d'urgence, dont l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, et de systèmes d'alerte précoce utilisant des technologies comme la radiodiffusion cellulaire.– En collaboration avec le Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis, le BDT a élaboré un projet de plan national pour les télécommunications d'urgence.– Un projet multinational pour l'utilisation des TIC dans les situations d'urgence et de catastrophe dans la région des Caraïbes a été achevé en 2022, en faveur d'Antigua‑et‑Barbuda, de la Barbade, de la Dominique, de la Grenade, de la Guyane, de la Jamaïque et de Saint-Kitts-et-Nevis. Le projet consistait à mettre en place un réseau régional pour les télécommunications d'urgence et à fournir aux centres nationaux d'opérations d'urgence l'équipement nécessaire pour se connecter à Winlink 2000. L'UIT a acheté le matériel et en a fait don aux administrations des États membres, qui disposent désormais de meilleures capacités d'intervention en situation d'urgence et de catastrophe.– Le BDT a réalisé une évaluation de la résilience après les catastrophes en Haïti, en utilisant la méthodologie Connect2Recover et les Lignes directrices relatives à l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, avec l'appui du Bureau de zone pour les Caraïbes.– Le projet SMART Seas réalisé à la Trinité-et-Tobago a pour objectif de préserver la vie des petits pêcheurs des Caraïbes particulièrement vulnérables en améliorant les communications d'urgence en mer. |

# 8 Environnement: créer une économie circulaire pour le secteur de l'électronique et les changements climatiques

Données relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques

Dans le cadre du [Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (GESP)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Priority-Areas/E-waste-Data-Support.aspx), l'UIT, en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), a mené à bien le [projet relatif à l'harmonisation des données sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) au niveau régional en Afrique de l'Est](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-EACO.aspx). Ce projet a offert une assistance technique aux six États Membres de l'Organisation des communications de l'Afrique de l'Est (EACO), afin d'appuyer les mesures stratégiques pertinentes prévues dans la stratégie régionale de gestion des DEEE de l'EACO, dans les domaines des données et des statistiques. L'assistance technique dispensée dans le cadre de ce projet a aidé le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie, le Burundi, le Soudan du Sud et l'Ouganda à suivre les progrès accomplis et à harmoniser la collecte de données sur les DEEE à l'échelle de la région. Cela contribuera à terme à alimenter une base de données centrale sur les DEEE au sein du secrétariat de l'EACO. En outre, le projet a piloté des activités de collecte de données sur les DEEE au moyen d'enquête auprès des ménages et des entreprises au Kenya et au Burundi.

L'UIT participe activement au partenariat GESP. Le partenariat continue d'améliorer son [portail mondial sur les statistiques relatives aux DEEE](https://globalewaste.org/), sur lequel des statistiques mondiales relatives aux DEEE sont mises gratuitement à la disposition du grand public. Plusieurs améliorations ont été apportées à ce site web, notamment en ce qui concerne l'amélioration de son efficacité, les pages relatives au renforcement des capacités, les publications, l'accessibilité des données et l'hébergement d'une plate-forme d'apprentissage en ligne. Une [carte interactive](https://globalewaste.org/map/) permet aux utilisateurs de consulter les données relatives aux DEEE dans différents pays. Le partenariat GESP a élaboré un [rapport sur le suivi des DEEE à l'échelle régionale pour l'Amérique latine](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2022/REM_LATAM_2022_ENG_Final.pdf) et un [rapport sur le suivi des DEEE dans la région des États arabes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/REM-Arab-States-2021.aspx). Le Bureau régional du BDT à Moscou a fourni

un appui à l'Université des Nations Unies (UNU) pour l'élaboration d'un [rapport sur le suivi des DEEE à l'échelle régionale portant sur la Communauté des États indépendants (CEI) ainsi que la Géorgie, le Turkménistan et l'Ukraine](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2021/English_REM_2021_CIS%2BGEORGIA_WEB_final_nov_24_pages.pdf).

Le partenariat GESP a achevé ses activités d'assistance technique au [Malawi](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-data-in-Malawi.aspx), au [Botswana](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/Improving-Data-Collection-in-Botswana.aspx) et à la [Namibie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-data-in-Namibia.aspx) dans le domaine de la collecte de données et de statistiques sur les DEEE, en assurant un renforcement des capacités en ligne et en fournissant un appui étroit aux bureaux nationaux de la statistique ainsi qu'à d'autres institutions et ministères. Chacun de ces pays a élaboré un rapport sur le suivi des DEEE au niveau national, les bureaux nationaux de la statistique s'occupant de quantifier la production et les flux de DEEE, ainsi que les importations d'équipements électriques et électroniques.

Réglementation des DEEE

Le BDT a aussi aidé les pays à élaborer divers instruments de réglementation des DEEE:

– Un projet de politique ou de stratégie nationale de gestion des DEEE a été élaboré pour le Burundi, le Botswana, la Gambie, le Malawi et la Namibie.

– Un projet de réglementation nationale sur la gestion des DEEE a été établi en République dominicaine.

– L'Ouzbékistan a reçu un appui sous la forme de recommandations concernant les améliorations possibles de son régime juridique relatif à la gestion des DEEE

– Un appui supplémentaire a été assuré au Rwanda concernant l'application de la réglementation sur les DEEE en vigueur dans ce pays.

Après le succès du cours d'apprentissage en ligne "[Introduction aux politiques générales en matière de DEEE](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-e-waste-policy-1)", suivi par plus de 250 participants la première année, l'UIT a conçu une suite à ce cours, en proposant une formation en ligne approfondie sur l'élaboration d'une réglementation en matière de DEEE fondée sur le principe de la REP. Cette formation en ligne introductive est disponible en anglais, français, espagnol et arabe.

Assurer une transformation numérique respectueuse de l'environnement

L'UIT et la World Benchmarking Alliance (WBA) ont rédigé et [lancé conjointement, en juin 2022](https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/PR-2022-06-22-Green-tech-firms-for-sustainable-future.aspx), un rapport intitulé "[Greening digital companies: Monitoring emissions and climate commitments](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/Greening-Digital-Companies.aspx)" (Pour des entreprises numériques plus écologiques: Suivi des émissions et des engagements climatiques). Il réunit des informations sur les émissions et la consommation d'énergie de 150 des principales entreprises technologiques au monde. Outre l'évaluation des données et des objectifs climatiques des entreprises, le rapport souligne les bonnes pratiques que les entreprises numériques peuvent adopter pour réduire leurs émissions et parvenir à des activités neutres en ce qui concerne le carbone. Sur la base des conclusions du rapport, l'UIT et la WBA ont organisé [deux webinaires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/2022/Greening-Digital-Companies.aspx) sur le thème des entreprises numériques plus écologiques en juin 2022. À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement 2022, un [blog d'actualités de l'UIT](https://www.itu.int/hub/2022/06/tech-companies-take-steps-towards-net-zero/) a résumé les principales conclusions du rapport.

Le BDT a poursuivi le développement de sa base de données et continué de recueillir des données mondiales pour suivre et évaluer les émissions de GES du secteur des TIC et l'utilisation de l'énergie dans les pays. Les données sur les émissions sont recueillies auprès des entreprises du secteur des TIC qui publient ce type données et des estimations sont effectuées pour les autres.

Parallèlement, il est pris contact avec des autorités de réglementation du secteur des TIC pour déterminer s'il serait possible d'avoir accès à leurs données sur les émissions pour alimenter la base de données à l'avenir.

Par ailleurs, le BDT a collaboré avec quatre étudiants en master de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève sur un projet de recherche de fin d'études intitulé "[ICTs for Climate Change Action](https://www.itu.int/hub/2022/03/tech-transfer-digital-public-goods-climate-action-africa)" (Les TIC au service de la lutte contre les changements climatiques). Les travaux ont étudié comment tirer parti de l'Internet des objets (IoT) pour atténuer les effets des changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie en Afrique subsaharienne. Il en est ressorti que pour développer et mettre à l'échelle des projets d'IoT pour l'adoption de sources d'énergies durables en Afrique, le renforcement des capacités locales et la formation aux compétences numériques sont essentiels, dans la mesure où les applications IoT du secteur de l'énergie reposent sur des infrastructures et des technologies plus complexes que les projets agricoles.

|  |
| --- |
| Initiatives régionales– Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a aidé les gouvernements africains à élaborer des politiques, des réglementations et des stratégies, y compris sur l'application du principe de la responsabilité élargie du producteur (REP), afin de jeter les bases d'une mise en œuvre future de méthodes rationnelles de gestion et de mesure des DEEE, huit pays d'Afrique subsaharienne ayant bénéficié d'une aide en 2022.– Le Bureau régional pour les États arabes a aidé l'Irak et l'État de Palestine à élaborer des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence– Le Bureau régional pour les États arabes a aussi collaboré aux préparatifs de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Charm el-Cheikh (Égypte). Cette collaboration s'inscrivait dans le cadre de la participation des organismes du système des Nations Unies présents en Égypte à cette manifestation.– Dans la région de la CEI, l'UIT a aidé le Kirghizistan à mettre en place une infrastructure de données spatiales (IDS), plate-forme commune stockant des données relatives à la surveillance et à la cartographie des ressources en eau et du climat, en vue de faciliter la prise des décisions de politique générale et de réglementation dans toute l'Asie centrale. L'infrastructure SDI héberge des données en associant la télédétection, l'analyse géospatiale, les mesures sur site et la communication de données au niveau régional. Elle améliore l'échange de données spatiales entre les services publics et les organisations et facilite l'accès à l'information dans toute la région pour qu'il soit possible de les rechercher, de les consulter et de les télécharger.– Dans la région Europe, le projet relatif aux DEEE pour les Balkans occidentaux, mené conjointement par l'UIT, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'UNITAR, est mis en place en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine du Nord, au Monténégro et en Serbie. En 2022, le projet a formé plus d'une vingtaine de coordonnateurs nationaux dans différents pays, au sein de divers organismes (ministères chargés des TIC, ministères de l'environnement et organismes nationaux de statistique) sur les méthodes de collecte et d'analyse des données relatives aux DEEE. Parallèlement, un rapport sur le suivi des DEEE à l'échelle régionale sera élaboré afin d'analyser les tendances des mouvements transfrontières de DEEE, informer les décideurs, les industriels et les entreprises des données régionales relatives aux DEEE et de concourir à l'élaboration de mesures correctives nationales et régionales grâce aux politiques et à la réglementation, aux campagnes de sensibilisation et aux initiatives sectorielles. |

# 9 Réseaux et infrastructure numériques: faire en sorte que tout un chacun dispose d'une connectivité fiable

Cartographies du large bande de l'UIT: Identifier la disponibilité des infrastructures des TIC et les lacunes pour connecter les populations

Le BDT a continué d'élaborer les [cartes du large bande](https://www.itu.int/en/ITU-D/Technology/Pages/InteractiveTransmissionMaps.aspx) de l'UIT **et** la recherche et la validation de données ont été améliorées afin représenter l'infrastructure de réseau et les possibilités d'investissement de manière plus précise, pour faire le point sur la situation en matière de connectivité dans le monde. Les données de l'UIT gérées sur les réseaux de transmission mondiaux fournissent des informations précieuses émanant de plus de 600 opérateurs et de 19 millions de kilomètres d'autoroutes de l'information à haut débit (réseaux dorsaux). En superposant les données relatives aux infrastructures TIC et les données propres aux secteurs (par exemple écoles, technologies financières, centres de santé, etc.), la cartographie des infrastructures des TIC large bande appuie en permanence les activités et les projets essentiels de l'UIT visant à fournir une connectivité fiable pour tous les chemins d'impact du BDT. On peut citer à titre d'exemple les initiatives de cartographie des écoles (dont l'initiative Giga et le projet UIT/Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO)), qui utilise à la fois les données sur l'emplacement des écoles et les données sur les infrastructures, et l'[Initiative en faveur de l'inclusion financière](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/06/07/37/Mapping-financial-inclusion-Mexico-FIGI) (FIGI).

L'UIT a mis au point une méthodologie et un logiciel pour l'évaluation des coûts des infrastructures de connectivité sur le dernier kilomètre. Les formations suivantes à la méthodologie et aux outils ont été dispensées entre mai et octobre 2022:

– une formation sur la connectivité sur le dernier kilomètre et sa cartographie pendant la semaine du large bande au Kazakhstan;

– un cours en ligne mené par un instructeur sur la connectivité Internet sur le dernier kilomètre;

– une formation régionale sur la connectivité sur le dernier kilomètre pour l'Asie et le Pacifique;

– et un cours adapté au rythme de chacun sur la connectivité sur le dernier kilomètre, offert par l'Académie de l'UIT.

En collaboration avec l'Association des régulateurs des communications d'Afrique australe (CRASA), l'UIT a facilité un atelier de la CRASA intitulé "Cadre réglementaire international de l'espace et économie de l'espace: exploiter le potentiel de l'espace pour accélérer la transformation numérique dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe", tenu à Kinshasa (République démocratique du Congo) en mars 2022.

L'initiative de politique et de régulation pour le numérique en Afrique (PRIDA) a été lancée en 2018 afin de promouvoir un accès hertzien large bande qui soit accessible et abordable pour tous dans l'ensemble de l'Afrique, afin de tirer parti des avantages futurs des services Internet. Cette initiative, d'une durée de trois ans et demi, s'inscrit dans un [projet multi-parties prenantes](https://www.youtube.com/watch?v=6NYLHZqeEvo) de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'UIT. À la fin de 2022, les principaux résultats sont les suivants:

– la publication de rapports techniques tels que les "Lignes directrices sur la réglementation de l'utilisation des fréquences radioélectriques sur la base du Règlement des radiocommunications de l'UIT, des Recommandations, Rapports et Manuels de l'UIT-R, de cadres d'harmonisation régionale, d'études de cas, de l'expérience acquise par les pays et de consultations régionales" et les "Lignes directrices relatives à la gestion du spectre pour la mise en œuvre des IMT en Afrique", le "Rapport sur l'évaluation des accords de coordination transfrontières actuels en Afrique", le "Rapport sur la version actuelle de la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique" et l'"Examen de la sensibilisation aux questions d'égalité entre femmes et hommes dans le cadre du projet PRIDA";

– l'Accord sur la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCM4A) a été signé par 41 pays africains à Addis-Abeba (Éthiopie) en septembre 2022. Cette signature comptait parmi les grandes étapes du projet PRIDA. La prochaine étape consistera à trouver un accord sur la réalisation et le développement d'un logiciel spécifique.

En 2021, l'UIT et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont renforcé davantage le Partenariat mondial en faveur d'une connectivité efficace pour les réfugiés, qui vise à améliorer la coopération numérique pour aider les personnes déplacées de force, les apatrides et les communautés qui les accueillent en mettant en œuvre des projets et des initiatives efficaces. En septembre 2021, les équipes de l'UIT et du HCR des Nations Unies se sont réunies pour débattre et examiner et élaborer la feuille de route du partenariat dans quatre domaines dans lesquels des possibilités communes ont été identifiées de manière précise: activités et programmes communs; recherche, promotion et communication; données au service de l'apprentissage et renforcement des capacités; et coordination et partenariats.

Conformité et interopérabilité des produits et réseaux TIC

Les produits TIC sont les supports de l'économie numérique. Dans le cadre du programme de conformité et d'interopérabilité (C&I), le BDT a dirigé la mise en œuvre du pilier 3 (Renforcement des capacités) et du pilier 4 (Assistance aux Membres) et fourni une assistance en ce qui concerne les cadres pour l'entrée sur le marché des dispositifs TIC.

En 2022, des participants anglophones et francophones de la région Afrique ont pu renforcer leurs compétences au moyen de formations sur la C&I, notamment sur les sujets suivants: le débit d'absorption spécifique (DAS), les fréquences radioélectriques (RF), les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre (TNT). Les formations relatives à la TNT ont porté sur les aspects juridiques de la conformité et de l'interopérabilité, les lignes directrices relatives aux régimes C&I, y compris la réglementation de l'homologation, et les politiques et la réglementation concernant l'établissement/le développement de la conformité et de l'interopérabilité.

Gestion du spectre: Résolution 9 de la CMDT (Rév. Kigali, 2022)

On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé des activités menées par l'UIT en vue de mettre en œuvre la Résolution 9 relative à la gestion du spectre. Ce tableau donne un aperçu par thème de l'assistance fournie et du nombre d'activités menées à bien.

| Thème | Nombre d'activités |
| --- | --- |
| Aide à la sensibilisation des décideurs nationaux à l'importance d'une bonne gestion du spectre pour le développement économique et social du pays | 35 |
| Formation et diffusion de la documentation disponible à l'UIT | 25 |
| Aide à la mise au point de méthodes d'élaboration des tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences et de redéploiement du spectre | 15 |
| Aide à la mise en place de systèmes automatisés de gestion et de contrôle des fréquences | 15 |
| Aspects économiques et financiers de la gestion du spectre | 12 |
| Aide à la préparation des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) et au suivi ainsi qu'à la mise en œuvre de leurs décisions | 25 |
| Aide à la participation aux travaux des commissions d'études compétentes de l'UIT-R et de leurs groupes de travail | 8 |
| Passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre | 1 |
| Assistance pour déterminer les moyens les plus efficaces d'utiliser le dividende numérique | 9 |
| Nouvelles technologies et approches en matière d'utilisation du spectre | 24 |
| Méthodes novatrices en matière d'octroi de licences pour l'utilisation du spectre | 12 |
| Fourniture d'une assistance en cas de brouillages causés par des dispositifs qui ne sont pas exploités conformément aux attributions de fréquences nationales | 5 |
| Fourniture d'une assistance en vue de trouver des solutions aux problèmes des brouillages saisonniers causés par la propagation anormale des ondes radioélectriques | 1 |
| Amélioration et formation relatives au SMS4DC (système de gestion du spectre pour les pays en développement) | 11 |
| Total | 160 |

|  |
| --- |
| Activités menées au niveau régionalRégion Afrique– En février 2022, le projet du Gouvernement de l'Ouganda et de l'UIT intitulé "Assistance technique et formation à l'Ouganda sur le développement des TIC au niveau national", qui bénéficie de l'appui financier du Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud (SSCAF) de la Chine, a été lancé. Les projets et les partenariats transformateurs visant à aider les pays à mettre en application leurs domaines prioritaires pour la transformation numérique nationale sont une priorité des travaux menés dans la région.Région Amériques– Le colloque de l'UIT sur les nouvelles technologies et l'Internet (ITEC-22) s'est tenu à Cancún (Mexique) en juin. Le colloque ITEC-22, centré sur l'adoption et le déploiement de nouvelles technologies écologiquement rationnelles favorisant la résilience en matière sanitaire, a été suivi par plus de 100 représentants de 11 États Membres.– Le projet sur le contrôle du spectre pour Cuba a été mis en œuvre. Il devrait être achevé en 2023.– Projet d'assistance technique spécialisée en vue de l'évaluation de l'utilisation des bandes de fréquences pour le service mobile évolué en Équateur.– En Équateur, l'UIT a réalisé une évaluation des bandes des 850 MHz, des 900 MHz, de l'AWS étendu (1 700 MHz-2 100 MHz), des 1900 MHz et des 3,5 GHz et de leur valeur économique à partir d'un diagnostic de l'utilisation du spectre et en menant une analyse comparative des meilleures pratiques au niveau mondiale. Les résultats de l'évaluation faciliteront les activités d'ARCOTEL en ce qui concerne l'octroi de concessions.– Les vitesses d'accès à Internet et les tarifs payables par toutes les écoles barbadiennes publiques et subventionnées par l'État ont été examinés afin de déterminer l'incidence sur l'abordabilité d'une amélioration des vitesses d'accès à Internet en fonction de plusieurs scénarios. Un projet complémentaire a été réalisé pour réduire le fossé numérique dans une communauté rurale de la Barbade où le service Internet à large bande était limité, et s'est poursuivi en 2023.Région des États arabes– Le Bureau régional a réalisé divers programmes de renforcement des capacités, notamment de formation à la réglementation du numérique, de formation sur l'IPv6 et l'IoT, et de formation sur les communications par satellite, à l'intention de participants de la région des États arabes et d'autres pays.– L'UIT a pris part à diverses initiatives relatives aux réseaux et infrastructures numériques dans la région arabe. En particulier, une aide directe a été fournie à la Mauritanie pour l'élaboration d'un rapport d'évaluation de la résilience pour le TIC et le numérique; quatre pays de la région ont reçu une aide pour l'élaboration de leurs stratégies nationales de transition vers l'IPv6; le Soudan et la Somalie ont bénéficié d'une assistance concernant l'utilisation et le réaménagement du spectre. – La carte interactive des réseaux de transmission pour la région des États arabes a été actualisée dans le cadre de travaux menés en coordination avec le Siège pour actualiser la carte relative à la région arabe.– Le Bureau régional a aussi appuyé les activités de l'initiative Giga dans la région en mettant au jour les bénéficiaires potentiels et en cartographiant la connectivité des écoles en Palestine.Région Asie-Pacifique– En 2022, une assistance technique a été fournie aux PMA et aux PEID:• La République démocratique populaire lao a reçu une assistance pour l'élaboration de règles de conformité et d'interopérabilité concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunication (R&TTE).• Une aide a été apportée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour l'élaboration de règles sur la qualité de service et la qualité d'expérience.• Une assistance technique a été fournie au Cambodge pour la mise à jour du régime national de tarification du spectre des fréquences radioélectriques.– Dans le cadre du réseau des centres d'excellence régionaux, le Bureau régional a poursuivi sa collaboration avec le Centre national de contrôle des émissions (Chine) et l'Université technologique de Malaisie (UTM) pour élaborer des supports techniques dans le domaine de la gestion du spectre, du contrôle des radiofréquences et des champs électromagnétiques.– Avec l'appui du DITRDCA de l'Australie, le Bureau régional a organisé l'édition 2022 du Séminaire régional des radiocommunications de l'UIT pour l'Asie et le Pacifique (RRS‑22‑Asie-Pacifique) à Nadi (Fidji) du 12 au 17 décembre 2022.Région de la CEI– Dans le cadre de la régionalisation du projet et de la coopération entre la société publique par actions Giprosvjaz (Bélarus) et l'Université d'État des télécommunications Bonch-Bruevich de Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), une déclaration d'intention a été signée pour l'entraide concernant le développement du potentiel scientifique et technique, humain, innovant et productif, la facilitation de solutions aux problèmes socioéconomiques, la formation et la fidélisation des spécialistes, et la collaboration dans le cadre de projets communs sur le développement numérique et la mise en place de l'économie numérique.– L'étude Connect2Recover sur la résilience numérique au Kazakhstan a évalué les pratiques de collecte des données TIC au niveau national et a formulé des conseils au niveau national pour des mesures visant à accroître l'accès au large bande. L'accent a été mis en particulier sur l'analyse des objectifs et des plans du gouvernement concernant la connectivité des écoles.– Le Bureau régional de l'UIT a organisé des cours de formation nationaux sur le thème "Lancement de réseaux de communication mobile de prochaine génération (IMT‑2020/5G)" en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Y ont participé au total plus de 290 spécialistes représentant des administrations, des autorités de réglementation, des opérateurs de communication et d'autres acteurs du secteur des TIC.– En mai 2022, une manifestation consacrée à l'accès au large bande au Kazakhstan a permis à des représentants du secteur des télécommunications de se familiariser avec divers logiciels créés dans le cadre des initiatives mondiales et régionales de l'UIT visant à cartographier l'infrastructure large bande et à déterminer les options de connexion les plus prometteuses.Région Europe– De nouvelles lignes directrices au niveau national ont été élaborées pour aider les régulateurs et d'autres institutions à améliorer leurs capacités nationales et régionales dans ce domaine. Le Bureau de l'UIT pour l'Europe a élaboré les Lignes directrices de l'UIT relatives à la mise au point et au renforcement de systèmes de cartographie du large bande, qui doivent servir d'outil de référence aux régulateurs des TIC et d'autres institutions nationales des pays non membres de l'UE chargées des systèmes de cartographie du large bande pour la mise en place ou le renforcement des outils de cartographie du large bande. Les lignes directrices abordent les deux piliers des questions stratégiques et réglementaires, ainsi que les exigences techniques et liées à la mise en place du projet. Elles s'inspirent de l'expérience de diverses parties prenantes, parmi lesquelles les régulateurs nationaux des pays de l'UE, l'ORECE et la Commission européenne.– Le Bureau de l'UIT pour l'Europe a aidé la Bosnie-Herzégovine à élaborer des spécifications techniques pour la mise en place de systèmes nationaux de cartographie du large bande.– De 2022 à début 2023, le Bureau de l'UIT pour l'Europe a prêté assistance à la République de Moldova et produit des spécifications techniques nécessaires à la mise en place d'un système de cartographie du large bande tout en garantissant l'interopérabilité avec le registre de l'infrastructure physique. Les spécifications techniques portent sur les aspects organisationnels du projet et les besoins en ressources humaines, tout en définissant le principe, les fonctionnalités et les exigences techniques du système. |

# 10 Appuyer les cadres directifs et réglementaires au services du développement du marché du numérique et de la protection des utilisateurs

Politique et réglementation du numérique

La [plate-forme UIT/Banque mondiale sur la réglementation du numérique](https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fdigitalregulation.org%2F&data=05%7C01%7CYoulia.Lozanova%40itu.int%7Ccd88bb4f818c4484ce6708db47b902e2%7C23e464d704e64b87913c24bd89219fd3%7C0%7C0%7C638182633186791550%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=snJfXCESijGeQAoDN6%2BAD48EA%2B%2BGDw2zekHJ5PS%2BmJo%3D&reserved=0) présente des orientations concrètes ainsi que des bonnes pratiques à l'intention des décideurs et des régulateurs du monde entier qui souhaitent tirer parti des avantages offerts par l'économie et la société numériques au profit de leurs entreprises et de leurs citoyens. De nouveaux articles sont publiés régulièrement sur cette plate-forme. Les derniers articles portent sur la nécessité impérieuse de partager les infrastructures, le passage aux réseaux gigabitaires (études de cas présentant quelques réflexions tirées de l'expérience du Royaume-Uni) et les défis liés aux technologies émergentes (intelligence artificielle) et les principes de la réglementation.

Principalement à partir de la plate-forme UIT/Banque mondiale sur la réglementation du numérique, une formation en ligne sur la réglementation du numérique a été organisée à l'échelle mondiale en septembre 2022. Celle-ci prévoyait 13 séances centrées sur les aspects réglementaires pertinents; 212 participants se sont inscrits et 102 ont reçu un certificat. La formation a été conçue dans le cadre de la collaboration entre l'Arabie saoudite et l'UIT sur l'assistance aux États membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC.

Le [G5 Accelerator](https://gen5.digital/) (accélérateur de la réglementation de cinquième génération) offre un appui pratique progressif aux pays qui ont déjà entrepris, ou envisagent d'opérer, leur transformation numérique. Cette plate-forme interactive offre des outils d'analyse reposant sur l'[Outil de suivi réglementaire des TIC](https://app.gen5.digital/tracker/metrics) et les [Critères de références pour la réglementation de cinquième génération](https://app.gen5.digital/benchmark/metrics), qui permettent aux décideurs nationaux, aux organismes de développement et au secteur privé d'explorer l'environnement politique et réglementaire de la transformation numérique en comparant des données pour 193 pays et économies, et 120 indicateurs différents sur plus de 15 ans. L'[édition 2022 de l'outil de suivi réglementaire des TIC](https://app.gen5.digital/tracker/metrics) a été publiée en octobre 2022.

La [bibliothèque rassemblant les analyses par pays](https://gen5.digital/national-approaches/library-of-national-approaches-to-collaborative-governance/) présente les avantages qu'offre la réglementation collaborative de cinquième génération (G5), au niveau des pays, données d'expérience et éléments factuels à l'appui. Chaque analyse de la réglementation collaborative dans un pays fournit une analyse de qualité et faisant autorité de l'environnement réglementaire et une vision claire du chemin à parcourir en vue d'instaurer une réglementation de cinquième génération. En 2022, de nouvelles études nationales ont été élaborées en [Arabie saoudite](https://digitalregulation.org/wp-content/uploads/21-00770_R3_Saudi-Arabia-digital-transformation_E.pdf), au [Mexique](https://digitalregulation.org/wp-content/uploads/22-00076_R2_Collaborative-regulation-for-digital-transformation-in-Mexico_BAT.pdf), au Kenya, en Colombie et au Brésil en étroite collaboration avec les autorités de réglementation.

Politiques économiques pour la transformation numérique

L'Union a organisé le [Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie pour la région Amériques (IPEC 2022)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2022/IPEC-2022.aspx) et le Dialogue économique régional (Mexico, 22-26 août). Le Dialogue régional a été consacré, entre autres sujets intéressants, aux difficultés réglementaires et économiques à surmonter pour réussir la transformation numérique, aux mesures d'incitation réglementaires et économiques propres à encourager des services numériques financièrement abordables moyennant la promotion de l'investissement en faveur d'une connectivité efficace, et au financement de l'investissement pour permettre le déploiement efficace de l'infrastructure numérique. Il a aussi été l'occasion de présenter les thèmes qui seront examinés dans le cadre de la Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D concernant les aspects économiques des télécommunications/TIC nationales.

L'atelier de l'UIT sur le thème "[Mesures incitatives économiques et budgétaires propres à accélérer la transformation numérique des données et des applications dans les infrastructures de télécommunication](https://www.itu.int/en/ITU-T/Workshops-and-Seminars/2022/1103/Pages/default.aspx)", organisé conjointement par l'ITU-T et l'ITU-D (Genève, Suisse, 3‑4 novembre 2022) a servi de cadre de discussion pour les décideurs, les régulateurs, le secteur privé, les spécialistes de la normalisation et de la fiscalité, et d'autres participants intéressés issus des membres de l'UIT sur les divers points de vue des professionnels du secteur concernant l'environnement économique, réglementaire et financier où évoluent les opérateurs de TIC et les fournisseurs de contenu et d'applications; l'incidence des accords internationaux en matière de fiscalité sur les marchés des TIC; le point de vue de chercheurs indépendants sur des aspects techniques intéressant la fiscalité; et enfin les points de vue sur la fiscalité de représentants de la société civile.

Le [Rapport final de l'UIT sur les mesures incitatives économiques et budgétaires propres à accélérer la transformation numérique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.GOV_PS-02-2022/fr), publié en novembre 2022, présente les idées principales d'économistes, rassemblés à l'occasion de [neuvième table ronde de l'UIT réunissant des économistes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Events2022/EconomicRoundTable2022.aspx), concernant des incitations et des instruments économiques et budgétaires novateurs capables de stimuler le déploiement de l'infrastructure numérique, en particulier dans les zones rurales et non desservies, ainsi que l'adoption de technologies de pointe.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesAmériques– La République dominicaine a bénéficié d'une assistance technique dans le domaine réglementaire qui a permis de concevoir un plan d'amélioration de la réglementation et un sas réglementaire sur les télécommunications.– Un programme de renforcement des capacités dans le domaine réglementaire a été réalisé pour les pays d'Amérique centrale en partenariat avec la COMTELCA, au profit de 52 fonctionnaires en poste dans des organismes de réglementation et des ministères de la région.– La Trinité-et-Tobago a bénéficié d'une assistance pour la formulation d'un projet de politique et de législation sur l'identité numérique, qui doit harmoniser et regrouper les initiatives et objectifs locaux visant à promouvoir les droits civils et à mobiliser l'action sociale.– L'UIT a fourni au Brésil une assistance technique pour améliorer l'environnement réglementaire nécessaire à la transformation numérique, l'accent étant mis sur la modification du cadre réglementaire des télécommunications et la révision à titre prioritaire de la loi générale sur les télécommunications.– L'IPEC-22 s'est tenue à Mexico en août 2022. La manifestation était organisée par le BDT en partenariat avec l'Institut fédéral des télécommunications. Plus de 300 délégués de 16 États membres y ont assisté. Un cours, fondé sur le manuel et la plate‑forme UIT‑Banque mondiale sur la réglementation du numérique, a été organisé pendant la manifestation sur la réglementation du numérique pour la région des Amériques. L'objectif de ce cours était de présenter certains aspects de la politique du numérique et de la réglementation économique afin d'améliorer les connaissances des participants sur les questions en jeu.États arabes– Le Bureau régional pour les États arabes a engagé des activités d'assistance technique à la Syrie et à l'État de Palestine dans le domaine de la réglementation.– D'autres initiatives sont à l'étude aux Comores, en Irak, en Jordanie, en Libye et en Mauritanie.Région Asie-Pacifique– En Asie-Pacifique, l'UIT a aidé les gouvernements de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa et de Vanuatu à élaborer les cadres juridiques et les politiques ou stratégies du numérique de ces pays ou à les renforcer. |

# 11 Statistiques: aider les pays à adopter des politiques relatives aux TIC fondées sur des données factuelles pour édifier des sociétés numériques inclusives

Recherche et analyse

Lancé à la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2022, le [***Rapport de 2022 sur la connectivité dans le monde***](https://www.itu.int/gcr2022) offre une évaluation détaillée de la situation actuelle en matière de connectivité et présente des solutions et des bonnes pratiques afin d'accélérer les progrès vers une connectivité universelle et efficace.

Parue en novembre 2022, la publication phare [***Faits et chiffres***](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx) présente des estimations pour le monde, les régions et les groupes spéciaux de pays concernant les principaux indicateurs en 2022, et permet de faire le point sur l'état de la connectivité dans le monde. De par ses éléments factuels solides et sa couverture mondiale, *Faits et chiffres* constitue un outil de plaidoyer puissant quant à la nécessité d'inscrire le développement du numérique au premier rang des priorités de l'action publique.

Parue en avril 2022, la note de synthèse de l'UIT intitulée [***Affordability of ICT Prices 2021***](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx) (Accessibilité financière des services TIC en 2021) et [l'outil d'analyse des données](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/IPB.aspx) qui l'accompagne mettent en évidence la vulnérabilité sur le plan du numérique des collectivités les plus pauvres, où la population se heurte à un choix difficile entre l'acquisition de la connectivité, devenue encore plus nécessaire avec la pandémie, et la satisfaction d'autres besoins fondamentaux.

Il est indispensable de parvenir à une connectivité numérique universelle et efficace – c'est-à-dire la possibilité pour chacun d'accéder à une expérience en ligne sûre, satisfaisante, enrichissante et productive à un coût abordable – pour permettre la transformation numérique et atteindre les ODD. En avril 2022, comme suite au Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la coopération numérique, l'UIT et le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies ont lancé, à l'issue d'un long processus consultatif, une série de [**cibles visant à parvenir à une véritable connectivité numérique universelle**](https://www.itu.int/itu-d/meetings/statistics/umc2030/). Ces objectifs aideront à hiérarchiser les interventions, à suivre les progrès accomplis, à évaluer l'efficacité des politiques suivies et à dynamiser l'action menée pour parvenir à une connectivité universelle et efficace d'ici à la fin de la décennie.

Mesurer le développement du numérique

La version bêta du [**DataHub**](https://datahub.itu.int/) a été publiée en avril 2022. Cette nouvelle plate-forme de données de l'UIT constitue la source de renseignements sur les statistiques et la réglementation des TIC la plus riche au monde, qui répertorie plusieurs centaines d'indicateurs des TIC renseignant sur la connectivité, les marchés, l'abordabilité, la gouvernance de la confiance et la durabilité.

Parues en novembre 2022, les [**Lignes directrices sur l'utilisation des mégadonnées mobiles pour la mesure des indicateurs des ODD relatifs aux TIC**](https://unstats.un.org/wiki/display/MPDMIS) indiquent des méthodes permettant d'utiliser les données mobiles pour calculer deux indicateurs des ODD relatifs aux TIC (desserte des populations par les réseaux de téléphonie mobile, utilisation de l'Internet). Ce produit est issu des [travaux actuels de l'UIT sur l'utilisation des données massives](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/bigdata/default.aspx).

La [**Résolution 8 de la CMDT**](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/tdc/D-TDC-WTDC-2022-PDF-F.pdf) sur la collecte et la diffusion d'informations et de statistiques a été révisée lors de la CMDT en juin 2022. La [**Résolution 131 de la PP**](https://www.itu.int/dms_ties/itu-s/md/22/pp/c/S22-PP-C-0202%21%21PDF-F.pdf) intitulée "Mesurer les technologies de l'information et de la communication pour édifier une société de l'information inclusive et qui facilite l'intégration" a été révisée à la Conférence de plénipotentiaires tenue à Bucarest en octobre 2022. Le nouveau texte donne des orientations précises pour l'examen et la publication de l'indice de développement des TIC (IDI).

En 2022, l'Azerbaïdjan a bénéficié d'une aide directe pour l'amélioration de son système national de statistiques sur les TIC et la vérification de la conformité de celui-ci avec les normes de l'UIT.

# 12 Travaux des commissions d'études

Les Commissions d'études 1 et 2 (CE 1 et CE 2) de l'UIT-D ont été créées conformément à la Résolution 2 (Rév. Kigali, 2022). Au cours du cycle 2023-2026, la CE 1 étudiera des sujets liés à la mise en place d'un environnement propice à une connectivité efficace, dans le cadre de sept Questions. La CE 2 couvrira neuf Questions relatives à des sujets techniques en rapport avec la transformation numérique.

La première réunion de la CE 1 suivant la CMDT-22 s'est tenue du 28 novembre au 2 décembre 2022, en présence de 257 participants de plus de 63 pays. Quatre-vingt-quatorze contributions ont été reçues, dont 39 notes de liaison. On trouvera les statistiques résumant la participation par région, les contributions par Question et d'autres informations dans le Document [1/ADM/3](https://www.itu.int/md/D22-SG01-ADM-0003/fr). Tous les documents de la réunion peuvent être téléchargés sur le [site web de la réunion](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&sp=2018&blk=20348).

La première réunion de la CE 2 suivant la CMDT-22 a eu lieu du 5 au 9 décembre 2022, en présence de 268 participants issus de 64 États Membres. Quelque 96 documents ont été passés en revue pour faire avancer les travaux. On trouvera des statistiques indiquant la participation par région, les contributions par Question et d'autres données dans le Document [2/ADM/3](https://www.itu.int/md/D22-SG02-ADM-0003/fr).

Au sein des deux commissions d'étude, lors des premières séances, les participants ont examiné les résultats escomptés définis par les membres à la CMDT-22, identifié des méthodes pour la conduite des travaux et élaboré un projet de programme de travail détaillé pour chaque Question à l'étude. Des ébauches initiales/projets de table des matières pour les résultats escomptés pour toutes les Questions et des listes détaillant la répartition des responsabilités ont en outre été préparés. Ils ont également constitué 14 équipes de direction des Groupes du Rapporteur en désignant de nouveaux rapporteurs, corapporteurs et vice-rapporteurs pour diriger les travaux sur les Questions à l'étude. Plusieurs thèmes ont en outre été étudiés et plusieurs propositions de collaboration ont été examinés, concernant d'autres Secteurs et Groupes d'experts de l'UIT et les synergies avec les projets et initiatives du BDT. Des séances de présentation ont eu lieu pendant les séances plénières des deux commissions d'études, afin d'aider en particulier les nouveaux délégués, avec un aperçu des commissions d'études et des informations pour faciliter leur participation aux activités de ces commissions.

# 13 Forums régionaux sur le développement

Le Forum régional de la CEI, tenu en février 2022, a réuni selon des modalités hybrides plus de 190 participants de 10 pays (Azerbaïdjan, Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Russie, Turkménistan, Ouzbékistan et Suisse) représentant des administrations nationales des télécommunications, des autorités municipales, des organisations internationales, des établissements de recherche-développement, des opérateurs de communication, des fournisseurs de services numériques et des entreprises privées.

Le Forum régional des États arabes sur le développement s'est tenu à distance en présence de plus de 150 participants de la région, qui ont débattu notamment des progrès accomplis par le bureau régional ainsi que des principales initiatives au niveau du bureau régional dont la région devrait tenir compte dans sa planification.

# 14 Collaboration avec le système des Nations Unies

Le BDT a continué de jouer un rôle actif dans un certain nombre de partenariats et d'initiatives menés conjointement avec le Secrétariat et les institutions spécialisées de l'ONU.

Le Secrétaire général de l'ONU a mis sur pied l'Initiative sur les systèmes d'alerte avancée pour tous, lancée en mars 2022, qui prévoit qu'au cours des cinq prochaines années, chaque habitant de la planète sera protégé par un tel système. Les chefs de file de cette initiative sont l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR) et l'UIT en dirige le pilier "Diffusion et communication des alertes" avec l'appui du PNUD, du Programme régional d'accélération pour l'entreprenariat (REAP), de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), de l'OMM et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ce pilier souligne les nouvelles possibilités que permet la croissance des TIC d'atteindre les personnes en situation de risque, grâce en particulier à l'utilisation des réseaux mobiles pour les alertes par radiodiffusion cellulaire, ainsi que l'importance d'une approche centrée sur les personnes et de la participation locale pour faire en sorte que les alertes soient compréhensibles et exploitables.

L'UIT, l'Alliance pour les biens publics numériques (DPGA) et l'OMM ont publié un appel et un [rapport](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2022/Final%20-%20Climate%20Change%20Adaptation%20CoP%20Report%20-%20Jan.24.docx.pdf) pour que les ensembles de données météorologiques, climatiques et hydrologiques soient considérés comme des biens publics numériques, et à ce titre, soient ouverts et en libre accès. Cette initiative est l'aboutissement des activités de la communauté de pratique de la DPGA sur l'adaptation aux changements climatiques, qui s'est intéressée aux biens publics numériques susceptibles d'être utiles aux services climatiques et météorologiques.

Le BDT reste associé au [Partenariat pour l'électronique circulaire (CEP)](https://cep2030.org/), dans lequel près de 50 entreprises se sont rassemblées pour élaborer une vision et une feuille de route des acteurs du secteur privé à l'horizon 2030 pour le secteur de l'électronique. Plus tôt dans l'année, le CEP a établi un [plan d'action](https://cep2030.org/files/cep-system-map-2022.pdf) où sont fixés une définition commune de la notion d'"électronique circulaire" du CEP et le système nécessaire pour opérer un changement à l'échelle.

Dans la région Afrique, dans le cadre des activités du Centre international d'innovation numérique (I-CoDI), il a été mis en place un pôle régional pour l'Afrique, doté de ses propres locaux au Bureau régional, qui vise à réunir différents partenaires et à créer des synergies autour des activités en cours à l'aide de différents outils, processus et méthodes innovants pour la solution des problèmes complexes en matière de connectivité. Il a aussi pour objet de stimuler la collaboration entre les gouvernements, les équipes de pays des Nations Unies, les partenaires de développement, le secteur privé, les milieux universitaires et d'autres parties prenantes pour réaliser des initiatives communes afin de promouvoir la transformation numérique dans la région Afrique.

L'initiative conjointe "Stratégie numérique et financement" de l'équipe de pays de Cabo Verde, partenariat d'échanges au niveau national reposant sur des priorités et des objectifs communs, axés sur le développement numérique du pays, a été conçue pour tirer le meilleur parti de la coopération au service du développement et de la mobilisation des ressources parmi les institutions des Nations Unies (ONU, UIT et Commission économique pour l'Afrique) et les banques multilatérales de développement (Banque mondiale et Banque africaine de développement). L'UIT contribue au prochain cadre de coopération des Nations Unies (2023-2027) dans les domaines de la connectivité rurale et scolaire et des compétences numériques des jeunes. L'UIT et l'ONU collaboreront à partir de cette plate-forme d'échanges pour réaliser des programmes au titre du Plan d'action de Cabo Verde pour le numérique.

Le partenariat engagé par l'UIT et le (Royaume-Uni) pour faciliter l'inclusion numérique dans les pays du Partenariat pour l'accès au numérique en Afrique, autour de quatre axes de travail – aide à la mise en place cadre directif et réglementaire propice renforcé, modèles de connectivité durables, partenariats et compétences numériques – a été l'occasion pour les parties prenantes de collaborer dans le cadre de leurs travaux au Kenya et au Nigéria et de nouvelles activités lancées en Afrique du Sud. La plate-forme a permis aux parties prenantes de l'écosystème national de collaborer, d'échanger entre elles et de tirer mutuellement parti de leurs connaissances et de leurs idées pour des activités communes futures.

Au cours de la soixante-douzième session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique, l'UIT et l'OMS, avec l'appui de l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), ont organisé une réunion ministérielle sur l'utilisation de l'intelligence artificielle au service de la santé, à titre de manifestation parallèle, en août 2022. Cette manifestation a réuni des ministres de la santé et des TIC, qui ont échangé des données d'expérience et souligné que l'intégration des technologies numériques est déterminante pour faire progresser la transformation numérique dans le secteur de la santé.

Dans la région des Amériques, l'UIT a apporté une aide technique au bureau de pays de l'UNICEF sur la question de la protection des enfants en ligne. En Argentine, elle a contribué, à l'invitation de l'UNICEF, à l'initiative Generation Unlimited.

Dans la région de la CEI, dans le cadre des équipes de pays des Nations Unies au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan, le Bureau régional pour la CEI s'est employé à faire mieux connaître les activités internationales et régionales de l'UIT et à étudier les partenariats possibles. Il a aussi participé à l'élaboration des bilans communs de pays et s'est associé aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2021‑2025 concernant le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. En Fédération de Russie, l'UIT a coopéré avec le Centre d'information des Nations Unies et contribué au Bulletin des Nations Unies. Le Bureau régional de la CEI a aussi pris part au Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, dirigé conjointement par l'UIT et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE). Outre les autres institutions des Nations Unies présentes dans la région, la coopération se poursuit avec la CEE et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes a collaboré activement avec le système des Nations Unies dans la région arabe, en œuvrant en partenariat avec diverses institutions des Nations Unies et en participant aux réunions de l'équipe de pays des Nations Unies. Il a constitué une équipe mixte sur le passage au numérique et l'innovation et s'est associé à l'OMS et à la FAO pour aider les pays à élaborer des stratégies nationales sur la santé et l'agriculture numériques en Égypte. Conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le Bureau a aussi participé à la stratégie régionale de TIC pour les États arabes. Par ailleurs, il a participé à plusieurs réunions de l'équipe de pays des Nations unies ou à des réunions bilatérales avec des coordonnateurs résidents des Nations Unies, notamment en Algérie, à Bahreïn, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Arabie saoudite. Une stratégie de collaboration des Nations Unies pour la région est en cours d'élaboration à la suite de ces consultations avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies ainsi qu'avec le Bureau régional de coordination des Nations Unies. Le Bureau régional pour les États arabes s'emploie aussi à mettre au point des programmes pluriannuels en Irak et en Mauritanie. En 2022, il est devenu signataire du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Bahreïn, le premier que l'UIT ait signé dans la région. Par ailleurs, des consultations ont été engagées et se poursuivent avec d'autres pays en vue de la participation éventuelle de l'UIT à des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. L'UIT est signataire à l'heure actuelle des plans‑cadres de Bahreïn, de l'Égypte et de l'Algérie, et d'autres consultations sont en cours.

Le Bureau régional de l'UIT pour l'Europe a œuvré en partenariat avec diverses institutions des Nations Unies et a participé à des réunions et des activités d'équipes de pays des Nations Unies pour promouvoir les TIC au service des ODD. En outre, il contribue aux processus de suivi des bilans communs de pays, des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et des projets de l'UE. Le Bureau a collaboré avec les administrations des États Membres et les parties prenantes en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, en Moldova, au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Serbie et en Ukraine. En 2022, le Bureau de l'UIT pour l'Europe a signé cinq plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans la région Europe, où il est membre des neuf équipes de pays des Nations Unies.

Le Bureau de l'UIT pour l'Europe copréside deux groupes de travail régionaux des Nations Unies sur le développement du numérique. Le Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, coprésidé par la CEE, réunit des représentants de la FAO, de l'OIT, de l'OIM, du PNUD, du PNUE, de l'UNESCO, du FNUAP, d'ONU-Habitat, de l'UNICEF, de l'ONUDI, de l'OMT, d'ONU-Femmes, de l'OMS, de l'OMPI, de l'OMM et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Il permet aux institutions de l'ONU et à leurs partenaires de coopérer plus efficacement. L'UIT a aussi adhéré à l'équipe des Nations unies à Bruxelles pour renforcer la coopération avec les structures de l'UE et la collaboration pour des projets TIC concourant à la réalisation des ODD. L'UIT copréside, avec le Bureau de l'UNESCO à Bruxelles, le Groupe de travail des Nations Unies à Bruxelles sur le numérique au service des ODD.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_